

94(1)/28

R-4-8



Sección Bibliografía Asturiana

RBFC Ast F.C. V 2/35
00000936870 R93052605



V 2/35





583

QUELQUES MOTS

SUR

L'Independance des Ameriques.

Prix 3s.

6621(11)

140 f

LA TOUR DE BABEL
(anc. maison TH. PARROIS)
Bibliographie orientale et européenne
Pères grecs et latins, Conciles
général. Livres sur l'Amérique
et les Beaux-Arts,
Livres à figures, etc., etc.

80. ARGUELLES (Joseph Canga). Quelques mots en réponse à une
pétition des négocians de Londres, ainsi qu'à plusieurs articles du
« Times », tendant à attaquer l'honneur et les droits du Roi d'Espa-
gne, sur l'indépendance des Amériques. *Londres, M. Calero, 1829,*
in-8, br. 93 pp.

QUELQUES MOTS

EN RÉPONSE À UNE PÉTITION

DES

NÉGOCIANS DE LONDRES,

AINSI QU'À

PLUSIEURS ARTICLES DU "TIMES,"

TENDANT

À ATTAQUER L'HONNEUR ET LES DROITS

DU

Roi d'Espagne,

SUR

L'INDÉPENDANCE DES AMÉRIQUES.

PAR

Don Joseph Canga Argüelles

LONDRES :

PUBLIÉ ET IMPRIMÉ PAR D. M. CALERO,
17, FREDERICK PLACE, GOSWELL ROAD.

1829.



R. 980 52605

QUELQUES MOTS

EN RÉPONSE A UNE REQUÊTE

DES

NÉGOCIANS DE LONDRES,

AINSI QU'A

PLUSIEURS ARTICLES DU "TIMES,"

On lit dans le "Times" pendant le mois de mai 1849, que les négocians de Londres ont adressé au Gouvernement une pétition tendant à l'abolition de la loi sur le papier-monnaie, et à la suppression de la loi sur le timbre, et à la réduction de la taxe sur le sucre.

ROYAUME DE GRANDE-BRETAGNE

ANNÉE DE LA LIBERTÉ DES AMÉRICAINS.

Les principes de la liberté individuelle sont les bases de la civilisation, et les négocians de Londres ont toujours été les premiers à les défendre.



Don Joseph Camps Argüelles, négociant à Barcelone, a été nommé membre du Comité de la liberté individuelle, et a été chargé de rédiger un rapport sur l'état de la question.

LONDRES :

Publié et imprimé par D. M. CALVERT, 15, FREDERICK PLACE, GOSWELL ROAD.

1849

Table with multiple columns and rows, containing names and possibly dates or other data, partially obscured by the seal and bleed-through.

ON lit dans le *Times* du 25 avril dernier ce peu de mots échappés à l'auteur des *Observations* insérées dans cette feuille, et qui montrent clairement l'esprit dont le commerce est généralement animé. "Le monde commercial," dit-il, "s'inquiète peu si Ferdinand sait, ou non, mettre à profit les intérêts de l'île de Cuba, s'il fait tarir ou prospérer les sources du trésor national, celles du commerce de la Péninsule, celles des produits de ses possessions d'outremer, pourvu que sa . . . politique . . . ne porte aucun tort aux intérêts coloniaux des autres nations." En effet, le négociant, renfermé en lui même, ne consulte guères que son profit; perdant de vue l'honneur national, il regarde avec dédain les combinaisons de la politique. Aussi les négociants anglais, en voyant la ruine qui menace les immenses capitaux employés avec trop de légèreté dans les dernières spéculations sur l'Amérique Espagnole, ont pu chercher à la prévenir par toute espèce de moyens, et pour cela ils ont pu par conséquent invoquer la protection de

leur gouvernement. Certes, rien de plus conforme à l'intérêt individuel, à l'esprit de commerce. Mais que, pour faire valoir les prétentions d'un certain nombre d'individus, qui par une erreur de calcul souffrent des maux qu'ils se sont préparés, on veuille se servir de menaces, d'une satire amère, d'accusations sans fondement; que l'on ose même injurier le monarque, dont la persuasion est essentielle pour le succès de ces réclamations; que l'on fasse tomber sur lui tout le poids de la responsabilité pour les maux dont on se plaint, qu'on lui reproche sa conduite, qu'on aille jusqu'à exiger de lui un sacrifice deshonorant de son antique grandeur, voilà ce que je ne peux me dispenser d'appeler folie et extravagance. C'est ce qui, éveillant mes sentimens patriotiques, me porte à offrir les *Observations* suivantes, dictées par l'impartialité qui me caractérise, et poussé par un amour ardent de ma patrie, que ma présente position ne peut refroidir.

I.

Il est surprenant que, pendant le long espace de 20 ans qu'a duré la guerre entre l'Espagne et ses colonies d'Amérique, les négociants anglais et leurs protecteurs ne se soient jamais décidés, comme aujourd'hui, à exiger de Ferdinand VII la reconnaissance de l'indépendance de ces nouveaux états. Il est bien remarquable,

dis-je, que la fougue de leurs passions, la fermentation de leurs désirs, et la combinaisons de leurs efforts au dedans et au dehors de leur pays, viennent à éclater au moment ou S. M. Catholique, en donnant un démenti de fait aux suppositions gratuites de son embarras financier, et de son impuissance administrative et militaire, augmente le corps de troupes européennes et la flotte imposante qui protège la Havanna, avec un renfort de 8,000 hommes arrivés dernièrement dans ce port, le noble zèle des habitans de Cadix ayant soutenu dans cette démarche le gouvernement de S. M. pour reconnaître la faveur que vient de leur accorder leur souverain, en déclarant la franchise de leur port. Les terreurs mercantiles, les tableaux qu'on se plait à noircir quand on parle de la déplorable situation de l'Espagne, le coloris exagéré dont on embellit les rêveries sur l'état brillant des insurgés américains, tout est mis en mouvement aussitôt que le gouvernement espagnol reprend l'attitude imposante qu'il avait cessé de montrer pendant quelques années ; et l'on a recours à toutes les intrigues de la diplomatie pour prévenir l'accomplissement de ces mêmes désirs, dont les réclamants affectent d'être animés, savoir : le *rétablissement de la paix avec les états d'outremer, fondé sur un traité équitable*. C'est ainsi qu'en 1829, l'on cherche à consommer, contre l'Espagne, les plans de spoliation conçus depuis des siècles.

L'Espagne, qui avec l'admiration méritée par

la conquête d'un monde nouveau, s'attira l'envie des autres nations, à cause du pouvoir colossal qu'elle acquit par ce nouveau triomphe; l'Espagne, qui depuis le 16^{me}. siècle, a soutenu des guerres aussi longues que dispendieuses pour conserver ces conquêtes; elle, qui vit avec surprise les hautes puissances de l'Europe reunies à Riswich vouloir se partager les lambeaux de son empire, en donnant la plus grande partie de l'Amérique aux anglais, et le reste aux hollandais (1); l'Espagne pût encore, malgré les intrigues de ses rivaux, en dépit des circonstances, conserver ses plus riches possessions du Nouveau Monde, jusqu'à ce que le chef audacieux, qui de nos jours a rempli l'univers étonné de ses exploits et de la grandeur de ses projets, ayant donné une fausse direction à sa politique à l'égard de la Péninsule, excita la funeste révolution des pays d'outremer par les moyens mêmes dont il se servait pour les soumettre à sa domination (2).

(1) Voyez *Sempere*, considérations sur la grandeur de la monarchie espagnole, tom. 1, p. 66.

(2) L'impulsion donnée à la Révolution des Amériques est attribuée généralement au gouvernement provisoire de l'Espagne durant la captivité de Ferdinand VII, comme le résultat des déclarations faites en faveur des habitans de ces contrées; mais je pense qu'on devrait plutôt attribuer ce funeste événement à la mauvaise politique de Napoleon, qui fut le premier à déclarer solennellement dans l'article 87 de la prétendue constitution de Bayonne: "que les royaumes et provinces espagnoles d'Amérique et d'Asie jouiraient à l'avenir des mêmes droits que la

A l'insurrection de la Péninsule, mise en mouvement par l'obstination de Napoleon à subjuguier les espagnols, succéda le soulèvement des Amériques, aidé de l'intrigue étrangère. L'explosion de l'indépendance des colonies se fit sentir presque en même tems où les sentimens de la loyauté, de l'honneur et de la bravoure se prononcèrent courageusement sur tous les points de l'empire espagnol. Les passions soulevées par la nature des événemens ; les maximes mal entendues de *liberté* et *d'égalité* malheureusement introduites parmi le peuple américain, ignorant et docile, par des hommes éclairés et qui étaient animés, les uns de la bonne foi, les autres de l'esprit d'intrigue ; le système républicain prôné par ces meneurs d'une manière aussi precoce qu'imprudente, comme l'unique moyen d'assurer le bonheur du peuple ; les torts de la mère patrie contre ses colonies exagérés par les efforts de la perfidie ; tous ces moyens à la fois mis en action pour dissoudre les liens des familles et de la société, par ceux-là mêmes qui étaient redevables à leur origine espagnol du droit dont ils abusaient d'être entendus par leurs simples compatriotes, répandirent le soulèvement sur tous les pays baignés par l'Atlantique. La guerre contre la Métropole éclata à Buenos Aires, au Mexique, à la Colom-

Métropole." Décision qui mit le gouvernement provisoire de l'Espagne dans la nécessité inévitable de l'adopter, pour ne pas donner lieu à ce qui arriva depuis.

bia ; elle était en secret soufflée par des agents étrangers, se soutint dans le commencement par des *guerrillas* et des corps francs, et se régularisa dans la suite à l'aide des troubles où l'Espagne se trouva plongée par la politique de Napoléon. Quelques pays qui s'étaient alors insurgés, se soumirent à la métropole pour se réinsurger de nouveau ; passant successivement de la révolte à l'obéissance, et indécis sur la forme du gouvernement qu'il leur convenait d'adopter, ils souffraient les effets du choc des passions et de l'ambition des plus audacieux, fruit inévitable des commotions politiques, et donnant toujours des résultats d'autant plus désolants, que les lumières du pays qui en est le théâtre, sont bornées et mal dirigées.

Pendant la guerre de six ans que les espagnols firent contre le général du siècle, ils pûrent par eux mêmes, et sans le secours du puissant allié qui avec eux soutenait en Europe la lutte en faveur de l'indépendance, arrêter le cours des désastres ; ils se vengèrent même en quelque sorte de l'ingratitude avec la quelle leurs frères d'outremer enfonçaient le fer meurtrier dans le sein de la mère patrie, s'en séparaient pour se jeter entre les bras des étrangers, et reniaient leur illustre origine, au moment même où elle les invitait à prendre part à la gloire offerte alors par la lutte européenne, les appelait à partager les soins du gouvernement, et les rétablissait dans la jouissances des droits de la

société, qui leur étaient reconnus par les anciennes loix espagnoles, avec une générosité dont aucune autre nation ne saurait présenter l'exemple envers des colonies.

Mais aussitôt que Ferdinand remonta sur le trône de ses ancêtres, et que l'indépendance de la Péninsule se fut rassise sur ses propres triomphes, la soumission de presque toute l'Amérique insurgée ne tarda pas à avoir lieu; le peuple s'y montra prêt à abjurer les opinions démocratiques, il baisa respectueusement l'auguste main qu'il avait méprisée quelque tems avant; sans s'émouvoir, il vit monter sur l'échafaud quelques uns des chefs de la révolution, et il promena dans la pompe et dans l'allégresse l'étendard royal, qui, en lui rappelant l'époque où les américains naquirent à la civilisation européenne, renouvelait aussi le souvenir du devoir où ils étaient d'obéir à la métropole. Refoulée dans les confins de Buenos Aires et de la Colombia, la guerre de l'Amérique était déjà l'annonce de la paix que l'on invoque aujourd'hui: *la guerre de cette liberté* qui, suivant l'auteur des *Observations* insérées dans le *Times* du 25 avril, *unit tous les américains, en les remplissant d'enthousiasme, en les agitant puissamment et en les rendant invincibles.* Mais tout-à-coup, par suite des événemens de la Péninsule en 1820, l'Amérique, toujours agitée par les mêmes agents, se souleva de nouveau, l'insurrection y devint générale, des républiques furent

improvisées, et l'on proclama, l'on fit triompher des principes qui, tout propres qu'ils étaient à allarmer les grandes puissances de l'Europe, n'excitèrent pas cependant leur zèle pour en arrêter les progrès, peut être parceque dans cette même révolution que ces principes causaient, ils découvrirent un moyen sûr de faire passer entre leurs mains les richesses que l'Espagne avait possédées jusqu'alors. A peine l'un des cabinets européens, célèbre par son adresse dans la manœuvre diplomatique, et clairvoyant dans ses calculs, vit-il les espagnols de la Péninsule menacés des dangers d'une invasion qui devait les plonger dans l'anxiété, qu'il leur notifia du ton le plus décisif: "que s'il ne prenaient pas promptement un parti avec les *anciennes colonies*, c'est à dire, s'ils n'en reconnaissaient sur le champ l'indépendance, il se déciderait librement à se conduire à l'égard des dites colonies d'après ce que ses propres intérêts lui dicteraient." Cette intimation n'ayant pas eu d'effet, la menace qu'elle renfermait fut mise à exécution, et, suivant les expressions de ce même cabinet, *il donna vie, protection et appui aux états américains indépendans de fait*, à l'époque même où le Monarque espagnol reprenait la position qu'il tenait avant les événemens de 1820. Le cabinet auquel je fais allusions, favorisa par ses actes le démembrement de l'Amérique espagnole; et quoique il soit vrai que, depuis six ans sa politique et sa neutralité affec-

tée ne lui ont valu d'autres avantages que ceux d'une leçon couteuse, d'immenses pertes, et la ruine des fortunes que ses sujets déplorent aujourd'hui, encore est-il bien vrai que, tant qu'il a dépendu de lui, il est parvenu à réaliser le plan, depuis long tems médité, de dépouiller l'Espagne de ce qui lui donnait parmi les nations le pouvoir, la grandeur et la considération, qui marchent toujours à la suite de l'opulence.

Nous avons mis au jour l'intention de priver l'Espagne de ses possessions d'outremer si convoitées, intention conçue dès le jour même où elle scût les acquérir à force d'exploits et de faits heroïques ; nous voyons que ce projet a occupé les grandes puissances pendant l'espace de trois siècles. Elles se sont efforcées d'y parvenir par tous les moyens qui ont été en leur pouvoir ; mais quoique depuis 1808 la marche des circonstances n'ait cessé de favoriser leurs projets, cette idée, pour nous si alarmante, ne s'est jamais annoncée plus ouvertement ; dans aucun tems, pour la réaliser, on n'a pris des mesures plus directes qu'aujourd'hui. Telle est du moins mon opinion d'après ce que nous lisons dans l'histoire de nos tems, et ce que nous devons conclure des articles insérés dans le *Times*. L'accueil flatteur qu'ils ont reçu auprès d'un journal très accrédité parmi les anglais, m'imposent le devoir d'y ré-

pondre aussi bien que me le permettent les moyens que peut me fournir ma position, privé comme je le suis d'un grand nombre de livres, mémoires et données que je possédais, et qui me seraient absolument nécessaires pour répondre aux argumens dirigés par des individus, qui ont entre leurs mains tous les matériaux dont ils peuvent avoir besoin pour atteindre le but qu'ils se proposent.

D'un côté je me vois engagé dans une discussion soutenue par des adversaires très respectable, et qui me rappelle des erreurs d'un autre tems, en m'obligeant par la loi de l'honneur à revenir sur quelques unes de mes opinions antérieures; d'un autre, ma tâche est très embarrassante pour quelqu'un qui, comme moi, jouit de la généreuse protection d'un peuple dont les intérêts font le sujet principal de ces débats. Je suis hautement persuadé que je ne vais pas examiner, ou si l'ont veut, contredire les idées du gouvernement, dont la sagesse et la bonne foi seraient offensées par moi, en supposant qu'il avoue ou protège des prétentions soutenues par le *Times* et par l'auteur des *Observations* insérées dans cette feuille en faveur des intérêts commerciaux, aux quels on fait dépasser les limites où leurs demandes doivent se renfermer. C'est ce qui m'encourage à prendre la plume, en surmontant la crainte que doit naturellement m'inspirer la

faiblesse de mes moyens, aux quels je tâcherai de suppléer par le désir ardent de deffendre l'honneur du gouvernement espagnol, et de la patrie à la quelle je dois mon existence.

II.

La continuation de la guerre d'Espagne avec l'Amérique du Sud est, dit-on, très préjudiciable au commerce, pour les risques que courent les spéculateurs. C'est une vérité malheureusement trop connue de tout le monde, et dont les espagnols, plus que les anglais, ont à souffrir. Ignore-t-on que les transactions mercantiles de l'Espagne avec l'Amérique sont aujourd'hui réduites à la petite somme de 108.508,711 réaux, tandis que, avant la révolution, elles mettaient tous les ans en mouvement la somme de 1,168.440,695 réaux? Cet argent, il est vrai, ne restait pas en entier entre les mains des espagnols, mais c'était eux qui le faisaient passer chez les négociants des autres nations, et ils en retiraient encore un bénéfice considérable. L'Espagne qui, par les évènements de la guerre de l'indépendance, souffrit une perte dans sa population de plus d'un million d'individus, n'a-t-elle pas a y ajouter encore le nombre de 42,167 soldats qui sont allés faire la guerre en Amérique depuis 1811 jusqu'à 1820? N'a-t-elle pas éprouvé les maux les plus affligeants pour continuer la heroïque

lutte de six ans contre la France, se voyant privée par l'insurrection d'Amérique d'une grande partie des sommes qu'elle en aurait dû recevoir, et qui lui furent enlevées par les mouvements de révolte de ses propres frères, au point de réduire son budget de recette des Colonies de 270.000,000 à 30.000,000? Refusera-t-on aux espagnols le droit qu'ils avaient d'attendre ces secours de l'Amérique? Osera-t-on méconnaître leurs titres au respect des habitants d'outremer? *Si la cause de l'Amérique est, au dire de l'Observateur anglais, la cause de l'humanité et de la justice, celle que les espagnols défendaient alors, était la cause de l'honneur national, de la légitimité et du bonheur du monde entier. La gratitude, ou tout au moins les nobles impulsions de l'honneur qui auraient dû conserver les américains unis avec leurs frères d'Europe, ne devaient-ils pas aussi soumettre les révoltés à la justice des mesures que la mère patrie prendrait pour mettre un frein à leurs égarements, lorsque le délire, l'imprudencence et l'intrigue les écartaient du chemin de la vertu? Les espagnols-américains pour s'être laissé entraîner par des machinations étrangères, ont causé à la métropole un torrent de malheurs, dont l'énormité est incalculable en comparaison de ceux que la guerre actuelle fait éprouver aux étrangers.*

Mais, ces mêmes étrangers, peuvent-ils attribuer la source de leurs infortunes à la volonté

ou à l'injustice du gouvernement espagnol ? Les péninsulaires les ont-ils jamais bercés par des promesses d'une fortune brillante, qui n'ayant pas été accomplies, puissent devenir aujourd'hui un titre de réclamation pour se faire dédommager par le sacrifice de l'Espagne, des pertes qu'ils aient pu souffrir ? Sont-ce les espagnols qui les ont encouragés à entreprendre le commerce d'outremer avec l'imprudence qu'ils mettaient dans leurs opérations, lorsqu'ils se vantaient de remporter ainsi une victoire sur notre ignorance et sur notre stupidité ? En 1811 le commerce avec l'Amérique espagnole fut offert aux anglais d'une manière honorable et légale (1) ; ils ne daignèrent pas répondre à cette proposition ; dès lors on maintint la prohibition absolue dont les lois espagnoles frappaient le commerce direct des étrangers. Ils le firent cependant ce commerce au mépris des lois d'un pays ami et allié, en se prévalant des circonstances amenées par l'insurrection des colonies, quoique cette insurrection fût désavoué et combattue par le gouvernement espagnol. Ce sont eux-mêmes qui se sont engagés dans un trafic dangereux avec des peuples dévorés par le feu de la guerre, sans que l'une des parties bellige-

(1) Voyez le document No. 84, p. 369, des *Observations sur la guerre d'Espagne*, publiées à Londres à l'imprimerie de Calero, par Don Joseph Canga Argüelles.

rantes les y ait encouragés ; rien donc de plus naturel qu'il aient à supporter les fâcheux résultats, conséquences nécessaires des affaires dans les quels de leur propre grè ils se sont plongés. Celui qui de son coté souffre des pertes encore plus considérables par suite des événemens, n'est nullement tenu à les dédommager de celles qui aient pû provenir des spéculations conçues et exécutées dans des vues de leur propre utilité.

III.

“ La continuation de la guerre, ajoutent les négocians de Londres, fait que les états d'Amérique entretiennent de grands corps militaires, qui absorbent le revenue public, dont le produit devrait être employé à payer la dette étrangère et à soutenir le crédit.” “C'est là,” dit l'auteur des *Observations*, “une raison puissante qui met le cabinet de Madrid dans l'obligation d'entrer dans la carrière de la civilisation, en le forçant à reconnaître l'indépendance.” La guerre d'Amérique, dis-je à celà, est plus funeste aux espagnols qu'aux anglais, en ce que, non seulement elle interromp leur commerce, mais elle dévore aussi les fonds qui, dans la Péninsule, serviraient à payer les créanciers de la dette nationale, dont l'arriéré va au delà de 8,000.000,000 réaux, tandis que le capital de la dette anglaise ne dépasse pas la

somme de 1,600.000,000 réaux. La dette nationale est sans doute pour le cabinet espagnol bien plus digne d'attention que celle qui donne un prétexte aux actuelles réclamations des anglais; car, en fin, celle-ci ne fut contractée que dans des vues directement nuisibles à l'Espagne, elle fut négociée dans les tortueuses manœuvres de la bourse, agiotée dans des négociations imprudentes faites avec les américains, pour les aider à soutenir la guerre contre la métropole. La dette nationale, au contraire, n'offre que des souvenirs honorables de la fidélité et du courage du peuple espagnol. Si la cessation dans le payment des intérêts qu'éprouvent aujourd'hui les agioteurs étrangers pour des capitaux représentés par leurs actions, mais qu'ils n'ont pas déboursés en totalité, était capable de mettre le gouvernement espagnol dans l'obligation de supporter tout le mal en cédant à ses ennemis une victoire, qui aujourd'hui est très douteuse pour eux, les argumens d'où l'on tire cette conséquence auraient bien plus de force en faveur du Roi d'Espagne pour l'autoriser à continuer la guerre contre des états dont les chefs, non contents de les avoir poussé à la révolte dans un tems où les sentiments nobles et généreux auraient dû les maintenir dans l'union avec la mère patrie, ont mis, et mettent encore en action, toute espèce de moyens pour prodiguer l'insulte et les hostilités contre leurs frères, donnant ainsi

par leur conduite des preuves fréquentes de leur état *d'incivilisation*. Mais la civilisation consisterait-elle dans le payement de 78 ou 80.000,000 réaux, qui forment, à ce que je crois, la valeur des intérêts annuels que l'on réclame? La *civilisation* n'est que le résultat de la sagesse des chefs, de la modération dans les loix, et de la propension prudente à répandre des lumières parmi le peuple. Qu'on nous dise encore si l'Amérique du Sud offre dans l'histoire de sa révolution actuelle des documents valables pour prouver qu'elle respecte la *civilisation*; qu'on nous démontre qu'elle met tant d'ardeur à l'encourager, que le prétexte allégué de la cessation du payement des intérêts est capable de rendre ses efforts inutiles. Le décret d'expulsion contre les espagnols, que l'auteur des *Observations* voudrait en vain soutenir; la lenteur mortelle à établir des moyens de répandre l'instruction, même dans les états les moins agités; le manque de livres et de maîtres; le petit nombre de médecins et officiers de santé, sont autant de privations dont les ministres se plaignent constamment dans leurs mémoires; et les scènes que présente la guerre actuelle, nourrie par la haine et la férocité, font voir combien les pays transatlantiques sont loin de la civilisation qu'on leur prête. Ajoutons à cela que ce manque de civilisation provient précisément d'un vice organique de ces mêmes sociétés, et qu'on nous réponde si la dé-

claration de l'indépendance que l'on réclame, si l'humiliation du Roi d'Espagne que l'on exige de lui dans une époque bien moins embarrassante qu'aucune des antérieures, pourront favoriser les progrès de la *civilisation des américains*. La mesure deshonorante que l'on veut imposer aujourd'hui à Ferdinand VII, loin de le faire entrer dans la *carrière de la civilisation*, qu'il ne saurait méconnaître, et à la quelle il est loin de vouloir résister, le précipiterait dans l'abattement, quand même la politique, l'intérêt public, et l'honneur du trône ne s'opposeraient pas à l'exécution du moment d'un plan suggéré par l'esprit de calcul, qui ne connaît d'autre mobile que l'intérêt pécuniaire.

IV.

A l'appui des prétentions actuelles, on dit encore : " que, aussitôt que les craintes d'une invasion de la part de l'Espagne auront cessé, les américains congédieront leurs armées, comme n'étant plus nécessaires ; alors la dépense occasionnée par l'entretien de tant de forces disparaîtra du budget, et le payement des créanciers réclamans aura lieu sans aucun obstacle." Je pense, cependant, que les maux de l'Amérique ne sont nullement compatibles avec des espérances qui reposent sur des données si peu certaines.

Les soupçons qui, de l'aveu du Times, signalent quelques américains comme capables d'usurper le commandement suprême, l'ambition militaire soutenue par la triste conviction d'après laquelle la liberté est l'ouvrage de la force, sont et seront autant de prétextes pour maintenir des armées sur pied. Les dépositaires du pouvoir dans les nouvelles républiques savent bien que ces craintes, provenant du peu de considération dont ils jouissent, les exposent à chaque instant à de terribles attaques. Pour s'en garantir, ils conservent des troupes à leur solde, et ces troupes, devenues les arbitres de la nation, se comportent en vrais janisaires ; elles chassent les autorités de leurs sièges pour y placer leurs amis, ou ceux qui savent mieux flatter leurs passions ; elles dissolvent les congrès, étouffent la voix paisible de la tribune, et donnent aux cris féroces de la soldatesque la force et l'autorité du suffrage public. C'est ainsi que la lutte devient par tout acharnée entre les destitués et les nouveaux parvenus ; chaque parti arme son monde, organise ses forces, et dévore en un jour la subsistance de plusieurs années, chez un peuple appauvri et prêt à succomber sous le poids de ses malheurs.

Comment se fait-il que ni le Mexique ni le Pérou n'ont congédié leur troupes après que l'évacuation des forteresses de S. Juan de Ulloa et de Callao fit éloigner les armées espagnoles ? Pourquoi ces états n'ont-ils pas profité du tems de

paix pour régler le personnel de l'armée, et pour organiser la force publique de manière à pouvoir s'en servir dans des circonstances extraordinaires, sans pourtant en accabler le trésor dans les tems ordinaires ? Il est constaté par des données officielles du gouvernement mexicain, que le budget militaire ne se montait en 1824 qu'à 6.110,990 piastres, et en 1825 on le porta à 9.000,000, malgré que le président Victoria assurait dans le congrès : " que la reddition de la forteresse de Ulua venait de sceller le triomphe de la grand cause de la liberté." Certes, Buenos Aires ni Guatemala ne pouvaient craindre d'invasion de la part de l'Espagne, lorsque l'esprit turbulent qui les travaille et qui les épuise par des agitations continuelles, les a forcés à maintenir des troupes pour appaiser, ou pour exciter de nouveau, ces mêmes mouvemens. Les nouvelles républiques de Bolivia et de Colombie se sont jettées dans la lutte sanglante qui les expose à s'entredéchirer, sans que les menaces de la métropole y aient été pour rien ; ce sont les emportemens de leurs passions haineuses qui ont allumé cette dissension entre deux états nouveaux, et c'est l'égarement et le germe de discorde intérieure, qui menace d'un ruine prochaine ces contrées, naguère si paisibles et si florissantes. Je crois donc, au contraire, que si les américains peuvent un jour être persuadés que leur indépendance est assurée, ils déployeront avec plus

de violence les projets de leur ambition ; je pense que l'égoïsme, soutenu par les baïonnettes, finira par porter la dévastation à son comble, et que la soif de l'argent qui dévore les créanciers étrangers, ne serait pas satisfaite quand même une déclaration favorable à l'indépendance, faite de la part de l'Espagne, viendrait tout-à-coup couronner les désirs des réclamans en acquiesçant à leurs demandes.

Ne nous trompons pas ; dès que dans des pays arriérés en lumières, comme le sont les Amériques espagnoles, on a fait circuler sans aucune retenue des idées de liberté et d'égalité, mêlées au mépris orgueilleux, avec le quel les chefs de la révolte se sont plûs à traiter l'ancienne métropole, et les objets les plus respectables parmi des hommes vraiment civilisés ; dès le moment où un certain nombre d'individus, dépourvus de vertus, ont eu l'audace de se saisir de l'autorité ; aussitôt que des militaires ont adopté pour maxime de conduite *que ceux qui tiennent les armes sont l'organe de l'opinion publique et du vœu national*, l'ambition s'est ouvert un vaste champ pour rassasier ses caprices ; tout le monde s'est crû autoriser à décider à son gré du sort des peuples ; on a méconnu l'obeissance, on a foulé aux pieds tous les égards dus au citoyen paisible, qui n'est plus considéré que comme un être destiné à suivre aveuglement la route qu'on lui tracera de la pointe de l'épée. C'est un pareil bouleversement

de la morale qui a donné lieu aux scènes scandaleuses du Chili et aux changemens répétés de ses présidens ; c'est ainsi que Bolivar s'est investi de la dictature, que Bravo a été élevé et renversé, que Pedraza a été mis en fuite, Santander puni par l'exil et la proscription ; c'est de là, en fin, que dérivent tant d'horribles crimes qui deshonnorent l'insurrection de l'Amérique, la vacillation puérile des gouverneurs actuels, l'état perpétuel de guerre où nous les voyons, et qui ne cesserait pas, quand même l'indépendance que l'on reclame viendrait à leur être accordée. Les passions sanglantes et tumultueuses ont remplacé dans le Nouveau Monde les vrais sentimens patriotiques ; le noble désintéressement de Washington a été orgueilleusement substitué par d'obscures et machiavéliques intrigues des sociétés secretes, qui préparent et accélèrent la ruine de l'Amérique après avoir fait le malheur de l'Europe, et qui jettent en outre un si grand discrédit sur les théories politiques, dites jusqu'ici lumineuses.

V.

En vain ajoute-t-on : “ que, une fois que l'indépendance s'était établie de fait dans quelques états de l'Amérique, et que cette indépendance avait été reconnue par le gouvernement britannique à l'égard de trois de ces mêmes états, les

anglais entrèrent dans des spéculations considérables de commerce avec les pays insurgés; ces spéculations étant basées sur une espérance fondée, qui faisait regarder comme très probable la reconnaissance de l'indépendance par l'Espagne, aussitôt que son autorité cesserait de gouverner les colonies." L'erreur de ceux qui s'expriment ainsi est bien facile à démontrer. L'histoire nous dit et nous prouve, au contraire, que la manie des spéculations dont on parle fut uniquement le résultat de l'aveuglement où se laisserent entraîner ceux qui, étant aujourd'hui en proie à des regrets tardifs, implorent le remède de leurs maux. Ils auraient pû cependant les éviter, s'ils avaient, dans le tems, écouté les opinions de leurs magistrats, s'ils ne s'étaient pas étourdiment moqué de l'expérience des espagnols, lorsque, en les appelant des *barbares*, nom qu'ils se plaisent à leur donner encore aujourd'hui, ils tomberent par pûr caprice dans l'abîme des malheurs qui les accablent, pour n'avoir suivi d'autre guide que l'exaltation de leur amour propre et l'effervescence de leur cupidité.

Il se peut bien que la reconnaissance de l'indépendance de Buenos Aires, du Mexique et de la Colombie, déclarée par le gouvernement anglais, eût quelque influence pour faire rester les spéculateurs dans un édifice qui brûlait du feu des discordes intestines; mais tel ne fut nullement le mobile principale qui les y fit entrer; en aucun

tems cette résolution de leur gouvernement ne put les induire à regarder comme une chose probable, que la reconnaissance de l'indépendance de la part de l'Espagne suivrait de près celle qui avait été proclamée par l'Angleterre. Cette mesure ne fut qu'un résultat de la politique de Mr. Canning, qui, s'étant mis dans la tête l'idée erronée de *donner la vie* aux états d'Amérique, fut l'instrument indirect de leur malheur, car les habitants de ces contrées, se croyant parfaitement sûrs et à l'abri de toute espèce de danger, lâchèrent la bride à leurs passions, dont le débordement les épuise et fait la ruine de leur prétendus amis. Ainsi, la reconnaissance de l'indépendance par le gouvernement britannique, regardée par quelques gens comme le triomphe des lumières et de la liberté, et comme un acte qui condamnait l'Espagne à la perte irréparable de ses colonies, peut au contraire être considérée comme le dernier coup qui a frappé de malédiction ces imprudents négocians, qui ont entamé de nouvelles relations avec des pays si pleins de dangers, et qui a contribué à maintenir l'erreur fatale de ceux qui auparavant s'étaient jetté dans de pareilles entreprises.

Mais peut-on dire que le gouvernement espagnol ait fait concevoir aux négocians anglais des espérances capables de les flatter dans leurs calculs? Ont-ils jamais eu raison de croire que la reconnaissance de l'indépendance par la métro-

pole suivrait de près celle de l'Angleterre? Pendant l'interrègne de S. M. Ferdinand VII, le gouvernement espagnol fit tout ce qui était en son pouvoir pour rétablir la tranquillité en Amérique; il n'accepta pas la médiation anglaise, " parce que, aux termes où on la proposait, c'était plutôt une alliance peu honorable entre l'Espagne et les pays soulevés, qu'une conciliation définitive, fondée sur les bases de la franchise et de la justice." Le monarque regnant, depuis le jour où il rentra en Espagne jusqu'à l'époque où le cabinet de St James reconnut l'indépendance de la République Argentine, de la Colombie et du Mexique, et depuis ce moment jusqu'au présent jour, s'est toujours noblement refusé à reconnaître l'indépendance de l'Amérique d'une manière lâche et deshonorante, telle qu'on l'exige aujourd'hui; mais il ne s'est jamais montré éloigné d'un accomodement généreux, et propre à concilier tous les intérêts, ainsi que tous les besoins, avec la dignité du trône et ses droits indisputables. Non content de manifester ses sentiments avec franchise, et les voyant dédaignés, il a redoublé d'efforts, augmenté l'énergie de ses mesures, et tout en faisant voir par des décisions favorables aux Américains, qu'il est très loin de nourrir les plans de désolation qui lui sont imputés par les agitateurs, il est parvenu avec ses préparatifs militaires à mettre dans de sérieuses inquiétudes les républicains de l'autre hémis-

phere, leur inspirant des craintes pour leur existence politique, déjà combattue dans l'intérieur par leur propres passions et leur fautes graves.

Je demanderai maintenant: quelle raison peuvent avoir les négociants de Londres pour assurer "qu'une espérance raisonnable de ce que la reconnaissance des nouveaux états d'Amérique déclarée par l'Angleterre, amenerait bientôt la même déclaration de la part de l'Espagne, les engagea dans des spéculations mercantiles de la plus grande importance avec l'Amérique?" Ce n'est, je le répète, ni cette déclaration de la part de la Grande Bretagne, ni l'espoir de la voir imitée par l'Espagne, qui ont mené les négociants anglais aux opérations mercantiles qui font aujourd'hui le sujet de leurs clameurs, mais bien cet esprit avide et irréfléchi d'entrepise, l'appas séducteur des bénéfices monstrueux que leur imagination leur promettait dans les pays au-delà des mers. Le dirai-je avec franchise et sans que la fierté britannique s'en offense? Les noms de Mexique et du Perou étaient inséparables de l'idée magique de l'abondance d'or, d'argent et autres productions convoitées par le commerce; les anglais n'ignoraient pas que, depuis la découverte du Nouveau Monde jusqu'en 1820, la Péninsule avait retiré de ses colonies la somme de 174,404.239,440 réaux en argent monnoyé et autres métaux précieux, et lorsqu'ils virent l'Amérique se séparer de la mère patrie, ils

espérèrent pouvoir s'approprier cette riche toison. Une perspective si flatteuse ne pouvait que les enthousiasmer; ils mirent en mouvement les ressources de leur industrie presque miraculeuse, dont les résultats, quelque avantageux qu'ils puissent être en Europe, ne sauraient cependant être les mêmes en Amérique. Une fois engagés dans une foule de projets, et la vigilance des agioteurs ayant été éveillée, le Nouveau Monde devint l'objet et le théâtre d'une grande variété de spéculations, et c'est là qu'allèrent s'engloutir les fonds d'un nombre considérable de capitalistes, qui aujourd'hui maudissent leur peu de réflexion, et se reprochent en secret leur aveuglement.

Aussitôt que la révolution éclata, une bande d'hommes intrépides venus de l'Amérique, se présenta en Angleterre avec l'air de négociateurs. Tendait leurs pièges pour obtenir de l'argent, flattant l'esprit mercantil de l'appas d'un bénéfice immense, exagérant les facilités que l'Amérique ouvrait à l'acquisition des richesses, et présentant les tableaux les plus rians sur l'état de la civilisation du Nouveau Monde, ils se procurèrent des fonds, contractèrent des emprunts, accueillirent et fomentèrent tous les projets que l'imagination des spéculateurs enfantait dans de charmantes rêveries, et parvinrent ainsi à compromettre de la manière la plus déplorable la fortune d'un grand nombre d'anglais. Les hom-

mes riches et ceux qui espéraient le devenir très facilement, s'imbibaient en même tems dans les fausses idées de la détraction et du discrédit que les américains répandaient avec profusion contre la Métropole; bientôt ils déclarèrent que les espagnols étaient des *barbares*; on leur supposait l'ignorance la plus complète sur la manière de diriger en commerce étranger, d'exploiter les mines et d'y conduire les affaires; et n'ayant d'autre modèle à suivre que celui qui leur était offert par l'immense mouvement de Londres, ils entamerent sur l'Amérique des opérations toutes nouvelles et d'une nature toute différente. C'est ainsi que, au lieu de parcourir, comme ils se l'étaient proposé, les routes de la richesse et de la prospérité, ils ne rencontrèrent que des chemins dangereux, des naufrages, des faillites et des regrets.

Le désir insatiable de s'enrichir fut cause que les anglais regarderent l'Amérique espagnole comme la région de la félicité, où les métaux précieux se présenteraient d'eux mêmes par tout où il y aurait quelqu'un qui se donnerait la peine de les ramasser; ils la considéraient comme un théâtre d'opérations qui devait assurer d'immenses profits aux ressources les plus stériles ou les moins importantes de l'Europe; ils se berçerent dans de beaux songes, et leur bon sens en fut offusqué. Pleins d'anxiété, ils se disputaient à l'envie à qui ferait la première enterprise, ils

entassaient projet sur projet sans en calculer les risques, sans faire attention à l'état de révolte où se trouvaient les américains, ni à la difficulté où ils s'étaient engagés de réaliser des théories de gouvernement qu'ils ne connaissaient pas; sans même s'arrêter à évaluer le bénéfice qu'ils pourraient se promettre du trafic avec des républiques, dont la population est d'après le tableau suivant :

	Nombre des habitants.	Lieu ^{es} carées.
Méxique.....	6.100,000.....	75,830.
Perou.....	1.400,000.....	12,159.
Colombie.....	900,000.....	33,700.
Chili.....	1.200,000.....	14,240.
Buenos Aires.....	2.000,000.....	16,740.
Goatemala.....	2.000,000.....	16,740. (1).

Rien ne les arrêtait dans la fougue de leur nouvelle carrière mercantile; ils ouvrirent leurs coffres avec un excès de confiance, et se livrèrent aux résultats inévitables par la nature des spéculations, des circonstances du tems et du pays, et des événemens militaires qui pourraient y survenir.

Un nouvel hémisphère d'une étendue de 12.000,000 de lieues carrées s'ouvrait tout-à-coup comme une nouvelle carrière, propre à de vastes spéculations, promettant d'immenses bénéfices,

(1) The Manual of Science and Literature of the London Mechanic's Institution, núm. 4, fol. 124.

et fût ainsi un puissant stimulant pour les capitalistes anglais. Alors, méprisant le desaveu et la résistance formelle que le gouvernement espagnol opposait à l'insurrection, n'ayant pour objet que le maintien de la lutte contre la mère patrie, ils voulurent bien prêter des sommes énormes aux nouveaux états, savoir : 1.200,000£ aux révolutionnaires du Chili, qui venaient d'établir une forme de gouvernement sans exemple ; 2.000,000£ à la république Argentine, en proie aux dissensions domestiques ; 1.200,000£ au Pérou, faible et mal assuré dans son existence ; 8.400,000£ à la fédération mexicaine, lorsqu'elle était encore loin de se voir consolidée ; et 4.750,000£ au gouvernement de Colombie, qui écrasait de son poids un peuple indigent et dévoré par l'anarchie (1). Ces libéralités paraîtront d'abord bien étranges et difficiles à expliquer, mais que l'on se rappelle que le prix d'achat des obligations des emprunts présentaient l'appas de 70, 80 et 90 pour cent, et le mot de l'enigme sera trouvé.

L'espérance d'un gain exorbitant, et non la prétendue confiance de voir l'indépendance des nouveaux états reconnue par l'Espagne, poussa la main, ou plutôt les cent bras des anglais, à envoyer en Amérique des cargaisons immenses de marchandises. Ils s'en promettaient un débit

(1) Revue Encyclopédique, août 1826, p. 53.

aussi prompt qu'avantageux; mais tout le contraire devait arriver, dès que le Mexique ne donnait que 89, le Perou 115, le Chili 77, Buenos Aires 15, et la Colombie 29 habitans par lieue carrée, presque tous élevés dans les habitudes de la frugalité, et devant, par conséquent, regarder d'un œil indifférent les productions industrielles qu'on allait étaler dans leurs marchés. Les anglais, méprisant les procédés des espagnols dans le trafic avec ses colonies, confièrent leurs opérations à des commis voyageurs richement dotés, dont la splendeur, les bévues et l'ignorance des usages du pays, ne pouvaient que neutraliser en grande partie le mince bénéfice qui pouvait résulter des entreprises. Se laissant guider par un dédain vaniteux et puéril de notre expérience, ils changerent les méthodes dans l'exploitation des mines, et ils se condamnerent à souffrir des sacrifices jamais connus de nos anciens mineurs. Ils expédierent en grande abondance des foyers en fer, des assortiments de convertures en laine, dans des contrées où les rigueurs du climat font fuir le feu, et dégarnir l'habillement de tout ce qui en peut empêcher la fraîcheur; ils encombrèrent dans les ports des machines et des appareils volumineux, qui, faute de routes et de moyens de transport, furent abandonnés sur le rivage; en fin, on répandit profusément des livres scientifiques parmi des gens capables à peine de lire une lettre dans leur

propre langue. Ces exagérations de l'esprit de calcul introduisirent dans Londres la fureur qui enfanta un si grand nombre de plans aériens d'amélioration pour l'industrie et pour l'agriculture. Alors on vit éclore toutes ces compagnies qui devaient exécuter tant de beaux projets ; l'avidité des spéculateurs arracha les actions des emprunts d'entre les mains des négociateurs ; ces derniers y trouverent leur profit, mais ceux qui gardèrent les actions dans leurs portefeuilles, éprouverent des pertes d'autant plus cruelles, qu'ils avaient crû tenir la poule aux œufs d'or. Le délire des agioteurs anglais fut porté à un tel degré, que, dans l'espace du 12 mois de 1824 à 1825, on annonça dans Londres avec l'air d'une grande importance, et sous la certitude des résultats les plus avantageux, la formation de 13 différentes compagnies, et les capitalistes étaient invités à y verser la somme énorme de près de dix millions de livres sterlinges. Mais quel a été, quel devait être à la fin le résultat d'un aveuglement si déplorable ? Le dénouement fut bientôt amené, et d'énormes pertes vinrent prendre la place des profits énormes que l'on se promettait. La valeur des marchandises étant tombée au point de les trouver en Amérique à des prix inférieurs à ceux d'Angleterre ; les compagnies et les associations eurent à supporter des dépenses exorbitantes, avec peu ou point de rentrées ; de riches cargaisons fu-

rent renvoyées en Angleterre faute de placement; les nouveaux gouvernemens, se voyant dans l'impossibilité de répondre à leurs engagements, cessèrent le payment des intérêts; bientôt tout vint présenter le spectacle de faillites, de convulsions mercantiles, et les désastres et les ruines terminèrent des entreprises, en apparence si brillantes.

* * *

Ceux qui maintenant font retentir des cris de détresse autour du trône de la Grande Bretagne, en sollicitant sa médiation, son autorité, ses bons offices auprès du gouvernement Espagnol; ceux qui s'obstinent à intéresser les autres cabinets de l'Europe pour forcer le Roi d'Espagne à consentir à reconnaître l'indépendance des Amériques, par voie de dédommagement pour des pertes dans les quelles ni S. M. ni ses sujets n'ont pris part; ces spéculateurs repentans et mystifiés de leur propre infatuation, devraient au moins se rappeler la sage fermeté avec la quelle, au milieu du tourbillon de l'ambition, Lord Eldon, alors chancelier d'Angleterre, déclama dans la chambre des Pairs contre les spéculations dans les quelles nos pétitionnaires s'empressaient de se hasarder; ils devraient ne pas avoir oublié le zèle avec le quel il démontra l'erreur où ils étaient tombés, et les viles manèges qui partout étaient employés; ils devraient ne pas avoir perdu de vue la motion de ce noble pair

pour une mesure qui vint mettre des bornes à de pareils abus, et placer la nation à l'abri des malheurs qu'elle allait inévitablement souffrir ; ils devraient s'appliquer aujourd'hui la décision solennelle par la quelle les ministres de S. M. B. répondirent à cette motion en déclarant devant le parlement : " que la dignité du gouvernement ne serait jamais compromise, et qu'ils ne consentiraient jamais à l'inversion d'un seul *farthing* appartenant au trésor public, à fin de soutenir des réclamations des négociants, les indemniser des pertes qu'ils auraient pu éprouver par des entreprises, que le gouvernement britannique n'avait ni approuvées ni encouragées." Si ceux qui réclament la protection de leur gouvernement se souviennent que, malgré des avis et des déclarations si formelles, ils s'obstinèrent dans leurs projets, et ne voulurent jamais revenir sur la marche qu'ils avaient adoptée, ils ne pourront s'empêcher de conclure avec un profond regrêt, que leurs infortunes n'ont eu d'autre origine que leur cupidité effrénée ; ils reconnaîtront, qu'au lieu d'examiner mûrement la nature et les circonstances du tems, en écoutant la voix du ministère et en respectant les opinions de l'honneur désintéressé qui leur ouvrait les yeux pour aviser aux moyens d'éviter leur malheur, ils ne firent que se montrer insoucians à toute réflexion, et se rendirent les auteurs et les victimes de la dé-

tresse où ils se trouvent. Or, pourquoi viennent-ils aujourd'hui, de ce ton impérieux, exiger un dédommagement aux dépens de l'honneur et des intérêts du Roi d'Espagne, qui, sans avoir donné lieu ni directement ni indirectement aux pertes dont ils se plaignent, a au contraire souffert d'avance les effets de leurs folies mercantiles? Ce sont ces actes de folie de la part des plaignans qui, ayant d'abord facilité les opérations des insurgés par des ressources pécuniaires, les ont de plus en plus rendus opiniâtres dans une lutte aussi funeste pour ceux qui la soutiennent, que désastreuse pour ceux-là mêmes qui, après l'avoir excitée, s'agitent, s'évertuent aujourd'hui pour la faire cesser. C'est ainsi qu'ils payent par le désespoir la joie insultante dont ils accompagnaient, pendant ces dernières années, l'or qu'ils sortaient de leur coffres forts, pour flatter, pour échauffer les passions des révoltés. Ainsi ils préparaient la ruine des espagnols au moyen des secours qu'ils prêtaient pour la guerre civile la plus meurtrière entre ceux qui, quoique nés sous de différentes latitudes, tirent leur origine d'une même nation.

VI.

Nos adversaires, à qui je me fais un devoir et un honneur de répondre, avancent des suppositions dont il me reste à mesurer la force. Ils

prétendent : 1.° “ qu’il n’y a pas la moindre apparence que les Amériques se soumettent à l’Espagne ; qu’au contraire, l’expulsion décrétée contre les espagnols fait voir clairement la haine implacable avec la quelle ils y sont regardés. 2.° Que si, lorsque l’Espagne pouvait compter en Amérique sur l’influence des évêques, des prêtres, et des fonctionnaires qui lui étaient dévoués, elle ne put cependant pas soumettre ces contrées, elle le peut encore moins aujourd’hui sans inquisition, sans des magistrats tels que Bataller, sans des évêques tels que Fonte. 3.° Que si les champions de l’indépendance sont parvenus à la conquérir malgré les forces de l’Espagne, ils la soutiendront avec bien plus de succès lorsqu’ils disposent, comm’ils le font actuellement, de toute la force nationale. 4.° Que supposant même que l’Espagne tentât une invasion, et que ses troupes pénétrassent de nouveau dans la capitale du Mexique, il leur serait impossible d’y rétablir l’ancien régime. 5.° Que l’état d’épuisement politique et administrative où se trouve l’Espagne, sans loix, sans armées, sans vaisseaux, sans argent, doit la faire renoncer à la reconquête de l’Amérique, qui est actuellement animée du feu de sa régénération, encouragée par la gloire de ses dernières victoires, et pleine et possédée en même tems d’un esprit révolutionnaire.”

Si la lenteur avec la quelle on voit les pays soulevés de l'Amérique marcher vers l'établissement d'un gouvernement solide et capable d'y assurer la tranquillité, ne faisait voir à elle seule que la grande majorité des habitans, loin d'aimer les innovations, regrette un système plus analogue à leur éducation et à leurs anciennes habitudes, la première de ces suppositions, qui prête un argument à nos adversaires, viendrait à démontrer l'assertion que je viens de poser.

Le fatal décret qui chasse du territoire mexicain 60,000 espagnols, et que l'on cite en Angleterre comme un témoignage de la haine implacable des américains contre les péninsulaires, n'est à mes yeux qu'un acte funeste et désolant des passions mesquines de ceux qui exercent une influence dans cette *république anomale*; ce sont eux qui sacrifient à de misérables vues d'ambition et d'égoïsme, les avantages qu'un gouvernement éclairé saurait retirer d'un nombre si considérable de citoyens utiles; cet acte, bien plutôt, fait voir qu'il y-a dans le Mexique beaucoup d'éléments favorables à l'ancienne métropole; il met en évidence la faiblesse du gouvernement républicain, et la crainte qui lui est inspirée par l'attitude vigoureuse que le cabinet espagnol est venu à prendre, puisque, de l'aveu même de l'auteur des *Observations* insérées dans le *Times*, "le danger au quel les mexicains étaient exposés en laissant vivre entre eux les espagnols,

sert de justification et de preuve à la sagesse de la loi qui les à expulsés, en ôtant par ce moyen à Ferdinand l'appui que ses partisans lui prêteraient dans le cas d'une invasion."

Ainsi donc 60,000 espagnols de tout sexe, de tout âge et de toute condition suffiraient-ils pour menacer d'un danger prochain six millions de mexicains indépendans, et qui sont, de plus, *unis* comme on les suppose, pour *deffendre* leur cause? Comment donc un gouvernement qui, à ce qu'on prétend, dispose à son gré de toute cette population *enthousiaste por la liberté*, s'alarme-t-il, en considérant la possibilité de voir qu'un jour un si petit nombre d'hommes dévoués à Ferdinand puisse concourir à l'exécution de ses plans d'invasion? Combien les chefs de la révolution sont inquiets de leur situation précaire! Combien chancellans doivent être les fondemens de leur république, et les relations de l'Espagne robustes et stables, dès que l'opinion seule de 60,000 habitans paisibles suffit pour jeter dans de si cruelles angoises les prétendus *vaillans héros de l'indépendance*! Et ne doit-on pas conclure de tout cela qu'il n'y a pas simplement des symptomes et des apparences, mais des preuves convaincantes, que les rapports avec la vieille Espagne ne sont pas regardés en Amérique avec l'horreur que les agitateurs font tant valoir? Le pillage que les espagnols ont éprouvé dans les endroits de leur domicile, les

spoliations par les quelles des bandes de voleurs les ont appauvris sur la route de Vera Cruz, l'émigration spontanée à la quelle se résignent plusieurs familles non atteintes par la proscription; l'empressement à quitter le pays que montrent un gran nombre d'étrangers, emportant dans leurs coffres les sommes gagnées sur l'inexpérience et la fausse politique des auteurs de tant de maux; ces fuites qui, en diminuant les ressources publiques, dénoncent hautement et révèlent à l'univers la situation critique de la fédération mexicaine; toutes ces alarmes, ce désordre, ce bouleversement, ne sont-ils pas propres à encourager l'Espagne, en lui faisant espérer d'heureux résultats de la continuation de cette lutte? Les suites de fautes si graves en politique et en administration ne finiront-elles pas par rebuter, par éloigner les habitans honnêtes et paisibles, qui souffrent sérieusement d'un si mauvais état de choses, au lieu de jouir du repos et du bien-être qu'on leur avait promis? Une si triste perspective ne les fera-t-elle pas soupirer après un changement que l'on qualifie en vain de funeste, dans l'unique vue d'irriter les passions?

Si donc en 1824, le cabinet de St. James, croyant fonder sa politique mystérieuse sur des données peut-être fausses et controuvées, se laissa persuader " que les liens du Mexique avec l'Espagne étaient rompus de manière à en ren-

dre le renouement impossible," le décret d'expulsion dont je viens de parler, et qui a été promulgué quatre ans après, devra convaincre ce même cabinet: "que les liens qui unissent les américains aux péninsulaires sont très forts et très étroits."

* * * *

L'Espagne soutint elle seule la guerre d'Amérique dans le tems même où l'on prétend qu'elle fut vaincue; elle la soutint malgré toutes les contrariétés des circonstances qui pesaient sur elle, malgré l'état d'épuisement où elle était réduite par sa lutte contre Napoleon, malgré des *contradictions que l'on opposait à sa politique*, et qu'il convient d'oublier. Lorsque la force numérique que l'Espagne entretenait dans ses colonies soulevées était très inférieure à celle des insurgés, elle parvint cependant, en 1820, à réduire le théâtre de la guerre sur deux seuls points, la Colombie et Buenos Aires. Si les américains n'ont pas oublié qu'à l'époque dont je parle, les espagnols n'avaient que 8,000 hommes dans le Mexique, 3,762 dans le Perou, et 5,000 à Venezuela, tandis que Bolivar commandait à lui seul une armée de 32,000 hommes (1), tandis que, outre celà, de nombreux corps

(1) Mémoir du marquis de las Amarillas, ministre de la guerre.

auxiliaires d'irlandais, combattaient pour leur indépendance, et que des chefs étrangers, des armes et des munitions des pays étrangers étaient aussi employées à défendre la prétendue *liberté d'au-delà des mers* ; si les américains se rappellent que Murillo se fit cependant craindre des insurgés après avoir réduit presque tout le territoire de Venezuela ; que le sage et vaillant Vénégas, ainsi que l'honorable et intrépide Castroterreño, maintinrent la dignité du nom espagnol ; que le fidèle et expérimenté Abascal tint en bride, presque sans forces, les mouvemens révolutionnaires de Lima ; que la trahison d'Iturbide, les scissions dans l'armée sous les ordres de Laserna, la defection révoltante d'O'Donojú et les secours étrangers de lord Cochrane, de Miller et de Brown, vinrent soutenir les insurgés presque défailans dans la querelle, ceux-ci se verront forcés d'avouer que la base où repose leur orgueil militaire est bien faible ; ils rougiront même en se resouvenant combien il leur a fallu de sang et de secours des étrangers, pour soutenir leurs propres plans, et ils ne pourront guères se dispenser de convenir, que leur enthousiasme pour la révolution n'est ni si chaud ni si redoutable qu'on l'exagère. On voit par tout dans les annales de la prétendue liberté américaine des noms inconnus de ceux qui sont fiers de descendre de la race castillanne. Celà seul suffit pour renverser la

vanité des nouveaux républicains, et pour les rendre plus discrets dans leur mépris contre la mère patrie ; contre cette bonne et vieille Espagne, dans la quelle on a vu, de nos jours, deux seules villes (1), sans autre appui que les bras de leurs enfans, sans que des noms étrangers vinsent rallumer dans leur cœurs le feu sacré pour la défense de l'honneur et de la vraie liberté, faire le sacrifice de 73,000 braves, morts en soutenant la cause de l'indépendance nationale contre les terribles légions du grand conquérant du siècle. Exemple admirable de dévouement, qui n'a pas encore eu d'imitation parmi les américains, et qui, tant qu'ils n'en donneront un semblable dans l'histoire de leurs *exploits*, autorisera les braves péninsulaires à les regarder avec pitié, toutes les fois qu'ils auront la lâcheté d'insulter leurs compagnons d'armes, les quels *pour le moment ont été forcés de céder le terrain*, non certes au courage ni à l'habileté des insurgés, mais à l'enchaînement d'une foule *d'évenemens malheureux*. Ce souvenir, peu flatteur à la vérité pour *l'enthousiasme sacré* qui, dit-on, *agite les américains*, leur prouve aussi, combien un historien moderne est exact en disant : " que lorsque, dans les journaux et dans les débats des chambres de France et d'Angleterre, l'on

(1) Gérone et Sarragosse.

assure que les espagnols ne sont pas capables de soumettre leurs colonies, on doit l'entendre pour le tems où elles compteront sur l'appui de la Grande Bretagne et des Etats Unis ;" de même que la première de ces deux puissances ne put jamais réduire la seconde, celle-ci ayant été soutenue par l'Espagne et la France dans sa lutte contre la mère patrie.

Le devoir sacré que j'ai pris sur moi en voulant défendre ma patrie, me force à ajouter ici, que la conduite du cabinet britannique, la coopération d'une foule d'aventuriers aussi britanniques, et le funeste mot de *neutralité*, qui sert de voile et de prétexte à la diplomatie actuelle, pour mettre à exécution des projets qui se contredisent avec ce principe avoué, ont été les vrais agens des prétendues *victoires des hispano-américains*, et les instrumens qui fallacieusement préparèrent l'hypothèse qui servit de base à la reconnaissance de l'indépendance, proclamée si mal à propos par le gouvernement anglais en faveur de quelques uns des nouveaux états.

* * *

Je m'abstiendrai de répondre au long aux récriminations passionnées que l'auteur des *Observations* insérées dans le *Times* adresse contre la politique de Ferdinand VII; ce haut personnage n'a pas besoin de mon faible support. Il y a d'ailleurs des attaques, qui, comme celle dont j'ai fait mention, sont si ridicules et peu décen-

tes par rapport à l'emploi des armes, qu'il y a beaucoup plus d'avantage à les repousser par un mépris silencieux, que par la force du raisonnement. On prétend que "Ferdinand manque de moyens pour se faire respecter des américains," et c'est au moment où on le voit envoyer contre eux des troupes nombreuses. On ajoute: "que son trésor est vide;" et l'on sait que "dans la Péninsule on a balancé et mis à l'égal les recettes de ce même trésor et le ponctuel paiement de ses obligations;" et l'on sait aussi que S. M. vient de satisfaire religieusement aux réclamations des anglais la somme de 90.000,000 de réaux, et que l'on a commencé à prendre en considération les réclamations pécuniaires que le gouvernement français lui avait adressées; et ses adversaires eux mêmes nous disent que les fonds publics de l'île de Cuba suffisent à l'entretien de 18,000 hommes, force bien plus que nécessaire pour mettre tout le Mexique dans de vives alarmes. On dit hautement que le Roi d'Espagne n'a point de marine pour protéger ses expéditions au-delà des mers; et l'on a la vue assez basse pour ne pas voir qu'il dispose dans ce moment de six vaisseaux de ligne, douze frégates et 94 batimens inférieurs (1); et l'on compte pour rien l'activité, le zèle et la sagesse que déploie l'actuel ministre de la marine, répondant ainsi à la haute opinion

(1) London Magazine, Janvier 1829, p. 39.

que ses talens, son honorable et longue carrière lui ont acquise parmi ses compatriotes. Tous ces faits étant, comme ils le sont, irrécusables, ceux qui parlent en sens contraire pourront-ils éviter la honte d'un démenti mortifiant, comme celui qui a été encouru par l'auteur des *Observations* insérées dans le *Times*, pour avoir avancé "que l'Espagne se trouve engagée dans la guerre d'Amérique sans aucun espoir de conquête?"

* * *

Si l'Espagne, à ce que dit cet écrivain, ne peut pas compter aujourd'hui en Amérique sur l'influence des évêques, des prêtres, des magistrats et des fonctionnaires, parmi les quels on trouve un grand nombre qui se sont déclarés pour la révolution, elle peut sûrement compter sur un auxiliaire bien plus puissant. Elle peut compter sur la lassitude produite dans les habitans du Mexique par les désastres de l'anarchie, par le choc impétueux de l'ambition des chefs, par le mécontentement que manifestent les hommes honnêtes et industriels, en se voyant déçus dans les promesses de prospérité, qui leur furent faites par les instigateurs de la révolution. Les tableaux des ruines que leurs propres compatriotes, plutôt que les espagnols, causent dans les fortunes, la misère qui se répand dans les villes et dans les campagnes, les bandes de brigands, n'aguères inconnues dans le pays, et qui aujour-

d'hui l'infestent dans toutes les directions; l'inquiétude, le mal-aise permanent produit par les inimitiés et par les intrigues de ceux qui, aspirant au commandement, se déplacent des postes et des emplois, proclament un empereur pour le détrôner et l'assassiner le lendemain, érigent ensuite une république, ne sachant s'ils la constitueront *une et indivisible* ou *fédérative*, et à peine l'ont-ils établie, qu'ils détruisent l'union sociale en voulant nommer des présidens, des ministres et des agens suprêmes pour la gouverner; ce chaos, cet état d'incertitude et de souffrance, ne peut que forcer les mexicains à tourner les yeux vers le sort dont ils jouissaient sous la domination de la mère patrie. En comparant l'opulence dont ils étaient alors entourés, l'ordre et la tranquillité, à l'abri des quels les fortunes acquises par un travail honnête se transmettaient de famille en famille; en observant que la fabrication annuelle de la monnaie, l'un des signes des progrès dans l'exploitation des métaux précieux, de 23 millions de piastres qu'elle rapportait alors, ne produit aujourd'hui que 7,882; en fixant l'attention sur de tels contrastes, pourront-ils s'empêcher de reconnaître leur malheur actuel? Se dispenseront-ils de nourrir des désirs d'une amélioration effective, qui auront, pour les émouvoir, plus de force que l'appui dépendant des ressources qui sont entre les mains des Guerrero et des Santa Ana, des Iturbide et des Guadalupe?

Ces mêmes désirs ne les feront-ils pas peut être regarder après un autre ordre politique, sans y associer la haine implacable que lui portent ceux qui maintiennent actuellement le désordre général ?

* * *

Si l'on doit croire ce que dit l'auteur d'un article inséré dans le *Times* de 27 avril, se donnant pour connaisseur des affaires de l'Amérique, "que 10,000 hommes suffisent pour soumettre le Mexique, et que cette même force, avec quelques autres moyens, pourrait facilement renverser le présent gouvernement, parceque l'ignorance et le manque de vertus ne sauraient résister à de pareilles tentations," cela seul doit suffire aussi pour jeter par terre l'orgueilleux échafaudage de la *décision des américains en faveur de l'indépendance*, qu'on met en avant comme le loup-garou des enfans, pour arracher du cabinet de Madrid la reconnaissance de cette même indépendance. Et ce grand étalage aristocratique, que sont venus présenter à Londres quelques uns des agens des républiques américaines ; le luxe qu'ils ont déployé en voulant rivaliser avec ceux des grandes puissances monarchiques de l'Europe; l'empressement avec le quel, sous le regne théâtral de l'empereur Iturbide, ceux qui, le jour précédent, baffouaient les nobles espagnols en se moquant des glorieuses décorations de leurs ordres de chevalerie, se disputaient les clefs, les

brodures, les cordons et les croix de leur nouveau maître; l'inclination contagieuse qui porte tous les américains à se passionner pour des distinctions quelconques; le mépris, si contraire à l'égalité démocratique, avec le quel ils regardent les nègres, les hommes de couleur et les indiens, dont ils usurpent le nom et détruisent les terres, sans se soucier de les retirer de l'ignorance et de l'abattement qui distinguent encore ces malheureuses tribus; tout cela est plus que suffisant pour convaincre que la prudence, l'habileté et la sagesse du cabinet espagnol peuvent aujourd'hui parvenir avec peu d'efforts, à rétablir avec le Nouveau Monde des rapports qui, en conciliant les droits de la métropole avec ceux des pays bordés par l'Atlantique, feraient cesser le cours des délires politiques, en y substituant l'utilité mutuelle pour les américains et les espagnols, et l'intérêt des autres peuples de l'Europe.

VII.

Ceux qui aujourd'hui cherchent à forcer Ferdinand VII à reconnaître l'indépendance des Amériques, pour y mieux réussir, ajoutent à leurs argumens, des menaces qui ne peuvent qu'exciter le rire de quiconque raisonnera froidement sur la possibilité de les mettre à exécution. Le *Times* affirme: "que les nouvelles ré-

publiques sont décidées à prendre des *mesures de rétaliation*, pour mettre à couvert leurs intérêts, et pour *frapper un coup* de telle nature, qui, en assurant leur indépendance, compromettra très sérieusement les possessions espagnoles de l'Asie et de l'île de Cuba, opprimées par l'Espagne, et concourant par leurs sacrifices pécuniaires à soutenir les projets de la métropole." "Voilà," d'après l'auteur des *Observations* insérées dans le *Times*, "les deux points où viendra fondre le coup de la vengeance américaine, car la future prospérité des nations transatlantiques ne pourra se consolider, qu'après que le drapeau de la liberté flottera sur les remparts de l'île de Cuba, en intéressant les nègres et les hommes de couleur à une révolution, dont les conséquences seront très funestes pour l'Espagne et pour les autres nations européennes, qui ont des colonies dans les Antilles."

Quand on nous menace d'un coup capable de mettre en danger les îles Philippines, nous ne pouvons nous empêcher de demander aux éditeurs du *Times*, comment croient-ils que ce coup sera réalisé, quelque véhément que puisse être pour cela le désir des révolutionnaires, dont l'imagination s'enflamme dans de pareilles visions? Il est très fâcheux pour moi d'avoir à rappeler ici aux auteurs d'un journal aussi respectable que le *Times*, qu'en 1825, ils annonçerent la séparation des Philippines com-

me une chose de fait, l'ayant assuré de manière à se rendre dignes d'une *réponse dédaigneuse*, comme l'assurèrent alors les éditeurs des *Ocios*. Le tems a démenti l'annonce du *Times*, et cela me force à dire à ses rédacteurs, que si l'émancipation spontanée de ces contrées était alors incertaine, elle ne l'est guères moins aujourd'hui en tant qu'on l'attend de la coopération des hispano-américains; j'ajoute même qu'elles se conserveront unies à la métropole, tant que l'intrigue des étrangers ne les excitera pas à rompre ce lien. Mais il y a lieu à espérer que cela n'arrivera pas, s'il est vrai que le cabinet de Madrid a pris des mesures très actives et très efficaces pour *couper le fil d'une certaine trame*, qui, à ce qu'on assure, *se préparait* déjà pour dépouiller l'Espagne de ses colonies d'Asie.

Les résultats de la puissance des mexicains seront, certes, bien insignifiants, si, pour le soutien de leur indépendance républicaine, ils n'ont d'autre ressource que de *faire la révolution de Cuba*, en adoptant pour base de ces travaux le prétendu mécontentement des habitans contre la Métropole à cause de l'oppression qu'elle fait peser sur eux. L'île de Cuba jouit de tous les avantages qui lui sont assurés par la libre entrée et sortie des bâtimens de toutes les nations dans ses ports: liberté qui lui fut accordée par un décret spontanée de Ferdi-

nand VII en date du 9 février 1824. L'agriculture et les autres sources de la richesse et de la prospérité publique y font des progrès étonnans ; mais tous ces bienfaits viendraient à se perdre tout-à-coup, si les habitans de cette reine des Antilles étaient assez fous pour suivre l'exemple de leurs voisins. Toutes les fortunes se délabreraient, et bientôt on verrait couverts de bandits et convertis en déserts, les beaux champs qui maintenant sont cultivés avec tant de profit, en les faisant produire des fruits que les anciens habitans n'y connurent jamais, et qui transmettront l'abondance et le bien-être à la postérité la plus éloignée. Si les cubiens adoptaient l'influence révolutionnaire des mexicains, ils ne pourraient se promettre de pouvoir léguer à ses familles que des décombres, des ruines, des larmes, et finalement l'esclavage successif de leurs oppresseurs cruels et audacieux, qui en leur promettant *liberté, égalité et démocratie*, les feraient gémir dans la misère et ployer sous le joug le plus pesant.

Les habitans de Cuba n'ont qu'à observer que le revenu de l'île, qui dans les siècles précédens ne produisait pas de quoi payer les employés du lieu et les autres dépenses ordinaires de l'administration, et qui rendait nécessaire un supplément de crédit de 1.365,536 piastres qu'on y recevait tous les ans de Mexique, donne aujourd'hui, dans les seuls produits du pays, et

sans en avoir augmenté les charges, ce qui suffit pour faire face à toutes ses obligations ordinaires, pour couvrir en outre la dépense extraordinaire occasionée par 18,000 soldats, et pour expédier des secours à la Péninsule, le montant de la recette étant 6.000,000 piastres au lieu de 2.808,587 qu'elle donnait en 1803. Ils voient aussi que l'exportation du sucre, qui en 1802 n'alla pas au-delà de 204,403 caisses, augmenta l'année dernière à 268,586; que la récolte totale du café qui dans les tems antérieurs ne dépassait pas 12,000 quintaux, offrit l'année précédente, pour l'exportation seulement, 175,000 quintaux; et que 1,137 bâtimens, pour la plupart étrangers, entretenrent dans la même année le commerce du pays. Les habitans de l'île de Cuba, dis-je, qui ont devant leurs yeux ces grands résultats de leur présente prospérité, ne manqueront pas d'en déduire naturellement des conséquences, qui présenteront un rempart inexpugnable contre tous les projets de subversion et de soulèvement.

Si l'on compare cet état de véritable opulence avec celui que présente en même tems Vera Cruz, on verra que ce port, jadis si célèbre pour son trafic, ne sert qu'à l'embarquement des espagnols, des mexicains et des étrangers, qui se hâtent de sortir du pays, tous pleins d'épouvante, les uns fuyant les injustices de la persécution, les autres par horreur aux désordres dont ils ont

été les témoins. Si de Vera Cruz on va jusqu'au Mexique, on trouvera cette ville splendide pillée d'une manière barbare par la soldatesque, qui s'est rendue l'arbitre des loix; on y entendra le récit déplorable des combats que se livrent les uns contre les autres les Santa Ana, les Guerrero, les Victoria et tant d'autres chefs ambitieux. Lorsque les habitans de Cuba et de Puerto-Rico se sentent émus par l'impression qu'ils doivent éprouver en voyant les espagnols fugitifs qui abordent leurs rivages, et qui en traversant la terre de Mexique, ont été attaqués et impitoyablement dévalisés par les restes de ces mêmes armées que l'on représente *comme unies pour défendre la liberté*, ils se persuadent sans doute que ce ne sont que des hordes rassemblées pour mettre à exécution un système d'anarchie, de pillage et de meurtre. Lorsque les habitans de Cuba et de Puerto-Rico, je le répète, connaîtront leurs vrais intérêts, loin de se laisser séduire par les cris trompeurs de félicité, humanité, liberté, ils fermeront les oreilles à tous les récits de pure invention, qu'on leur fera sur un sort heureux de la part des révolutionnaires mexicains, qui eux mêmes n'ont sù ni n'ont pu se l'assurer. Que s'ils parcourent avec effroi l'histoire des evenemens sanglans de Guatemala, des scènes subversives de Buenos Aires, les démêlés funestes entre Bolivar et Santander, la maladresse qui caractérise les actes du gouvernement

du Perou, et les changemens risibles du Chili, ne trouveront-ils pas dans tout cela les plus puissans motifs pour éviter une innovation dans l'état actuel d'une prospérité certaine, pour l'échanger contre un autre indubitablement rempli d'inquiétudes mortelles et de pertes ruineuses ? Et si les mexicains allaient arborer devant Cuba le drapeau que l'on appelle gratuitement *l'étendard de la liberté*, les sages habitans de cette île n'y verraient-ils pas le signal destructeur de la subordination et des liens de la société, la devise de ceux qui, sous le spécieux prétexte de faire triompher les maximes d'une morale pure, amènent l'anarchie, augmentent l'effusion de sang, dévorent l'argent du pays et celui des étrangers, et finissent par se faire un sort cent fois pire que celui qu'ils avaient auparavant, et qu'ils pouvaient attendre quand ils se séparèrent de la mère patrie ?

Mais que pourraient obtenir les mexicains en affranchissant les négres ? . . . En essayant encore sur eux l'action des idées démocratiques, ils les plongeraient dans une guerre désastreuse, et les rendraient en même tems les instrumens de la désolation du pays. Les négres de Saint Domingue éprouvent aujourd'hui ce qu'il en coûte à faire de pareilles tentatives. D'ailleurs, les républicains du Mexique reconnaîtront-ils de bonne foi l'égalité des négres ? Tout le monde sait "qu'il n'y a jusqu'aux directeurs de la ré-

volution actuelle qui voient les castes avec un profond mépris, et ce sont pourtant les castes qui forment la masse principale de la nation.”(1) Les mexicains parviendraient-ils à introduire parmi les nègres l'ordre qu'ils n'ont pas pu établir parmi eux ? Seraient-ils capables d'opérer dans l'île de Cuba le miracle de mettre un frein aux orages de l'ambition, qui accumulent tant de maux sur la patrie de Motézuma ? Ne pouvant y réussir, les blancs et les noirs qui habitent paisiblement dans cette partie du globe, n'embrasseraient-ils pas un parti plus avantageux en fuyant, en rejetant le *funeste étendart de la liberté mexicaine*, pour ne pas devenir les victimes de la furie dévastatrice des passions ? Heureusement nous n'avons pas lieu de craindre que les révolutionnaires du Mexique mettent à exécution le plan infâme dont ils nous menacent, pour s'en servir comme d'un phantôme pour effrayer le gouvernement espagnol, car nous savons très bien que les blancs et les hommes libres de couleur suffisent pour faire manquer un projet, qui ne saurait être accueilli que par des cœurs vides de sentimens d'humanité, où par des hommes dépourvus de jugement, et pleins d'idées de vengeance, aussi viles qu'impuissantes.

Ce plan immoral et destructeur a déjà été

(1) Des droits de l'Espagne sur les Colonies. Paris 1825, p. 62.

essayé dans des tems précédens, mais il a été suivi d'un résultat malheureux pour les agitateurs. Ce résultat peut leur montrer celui auquel ils devraient s'attendre à présent, lorsque les difficultés sont beaucoup plus grandes pour le mettre à exécution. Le gouvernement espagnol, en 1822, vit avec plaisir les criminels projets d'une coalition avec les nègres, pour proclamer la liberté, s'évanouir devant l'esprit séditieux et insensé qui osa les concevoir. Les habitans de Puerto-Rico, inébranlables dans leur fidélité à leur Souverain légitime, non seulement résisterent aux suggestions des séducteurs, mais encore, convaincus des grands avantages qu'ils rapportaient de la protection de la Péninsule, se décidèrent-ils de la manière la plus solennelle à ne dépendre d'autre autorité que celle de la métropole, et se refusèrent à favoriser les complots des révolutionnaires de la Terre Ferme. En 1824 les îles de Cuba et de Puerto-Rico donnerent aussi au monarque espagnol des exemples très distingués de loyauté et de constance, en condamnant au mépris les instigations des esprits turbulens. D'ailleurs la révélation que le *Times*, vient de nous faire "des instructions avec lesquelles le ministre plénipotentiaire des Etats Unis se présenta au congrès de Panamá," nous découvre qu'il était chargé de faire savoir aux nouveaux républicains, "que son gouvernement ne souffrirait pas dans les îles de Cuba et

de Puerto-Rico des altérations politiques, tendant à les séparer de la dépendance de l'Espagne."

Mais sans peser davantage sur ce qui précède, nous demanderons quels sont les moyens pecuniaires sur lesquels les mexicains et leurs amis peuvent compter pour frapper ce *coup fatal*, qui, en assurant leur indépendance, réduirait l'ancienne métropole au silence et à la nullité ? Sans parler de l'insouciance scandaleuse dont les gouvernemens américains regardent le paiement des intérêts de la dette qu'ils ont contractée en Angleterre, et nous bornant à la république du Mexique qui, à cause de sa population, offre plus de ressources, ne sait-on pas, que déjà en 1824, lorsqu'on fit le relevé de ses finances, on y trouva que les dépenses se montaient à 10 million de piastres, que la recette n'offrait qu'une somme de 8 millions, et que par conséquent, il en resultait un déficit effectif de 2 millions de piastres, le quel en 1827 s'éleva à 3 millions ? Ignore-t-on que la réalisation d'un petit emprunt de 250,000 piastres fait en juillet, 1828, fut applaudi comme un miracle du génie créateur du ministre des finances Esteva ? Si l'embaras de la république était alors si sérieux, si ses moyens de ressources étaient si minces, quelle doit être aujourd'hui sa situation, après que, par tant d'horreurs, on a répandu le deuil et la misère sur tout les pays ? Les mexicains,

placés dans des circonstances si critiques, seront-ils assez insensés pour s'embarquer dans des expéditions contre les colonies qui, en Asie et en Amérique, se maintiennent sous la domination de l'Espagne?" "Si le génie de la guerre, comme l'avoue l'auteur des *Observations*, dévaste le monde entier, et si Buenos Aires, le Chili, Guatemala, le Pérou, le Mexique et la Colombie n'offrent que des désordres, des guerres civiles et des commotions de la soldatesque; si l'insolence armée a par tout le dessus, si l'anarchie qui produit ces malheurs se soutient au milieu des ruines et de la désolation qu'elle occasionne," une situation si déplorable, dont le tableau nous est donné par ceux-là mêmes aux quels je réponds, ne fait-elle pas voir de la manière la plus incontestable, que les hispano-américains sont loin de pouvoir *porter leurs drapeaux* dans des pays distants, pour y propager des semences de révolution? (1)

(1) Le journal *Atlas* du 28 juin dernier contient ces mots remarquables : "La guerre civile dans l'Amérique du Sud prend un aspect presque aussi fatal que la guerre d'extermination qu'on y a fait contre la métropole. Le peuple est divisé en deux partis, les unitariens et les fédéralistes; les habitans de la campagne et des petites villes appartiennent au premier; ceux des grandes villes forment le second. Leurs mots de ralliement, tels que ceux des Poules noires (*Hens*) et des Pies (*Magpies*) en Irlande, sont les simboles de la désunion, et au signal donné ils se battent entre eux avec plus de cruauté, et à ce qu'il paraît, avec moins de raison."

VIII.

Si la menace qu'on nous fait des efforts de la puissance américaine mérite tout notre mépris, que dirons nous de cette *coalition des nouveaux états*, qu'on présente comme une phalange impénétrable contre les attaques de l'Espagne? "Le Mexique," nous dit-on, "a fait un traité offensif et défensif avec la Colombie; Guatemala est son allié naturel. Le Mexique et la Colombie comptent ensemble sur une population de 12 millions d'habitans, tous agueris dans la révolution, et pleins d'enthousiasme pour la liberté. Bolivar peut, au premier avis, envoyer ses braves soldats; et les nègres de Saint-Domingue voleront au secours en faisant une descente dans l'île de Cuba." ... *Aegri somnia!* Les nouvelles républiques ont assez de quoi s'occuper, si elles peuvent se soutenir intérieurement, sans s'engager dans des coalitions qui exigent des efforts et des expéditions en faveur de leurs voisins. Ceux qui prétendent que Bolivar "peut en peu de jours voler au secours avec ses braves," nous découvrent par cette assertion l'impossibilité où il est de le faire, puisqu'ils ajoutent: "il se servirait dans ce cas des transports nécessaires, qu'il se procurerait dans la Nouvelle Orléans." Donc il manque de transports. Mais supposant même qu'il en eût, peut-il se décider à diminuer ses forces,

quand il se trouve engagé dans une lutte avec des ennemis domestiques; quand il voit le trône qu'il s'est échafaudé, prêt à s'écrouler sous ses pieds; quand à peine il croit en sûreté son existence, qui naguères fut menacée d'un danger imminent, et dont il ne sortit que par le secours que lui prêta un anglais? Et voilà encore un étranger! Toujours des étrangers jouant partout le rôle principal dans les événemens difficiles! Et quant aux mexicains, pourront-ils de bonne foi compter sur un tel secours, quand ils voient la Colombie ravagée par la guerre civile, et agitée par sa querelle avec le Pérou? Lorsque la misère de ses habitans augmente de jour en jour, que les embarras se multiplient, et que les troupes, que l'on appelle *l'armée des braves soldats colombiens*, manquent d'officiers capables de les commander? D'ailleurs, qui pourra former, comment parvenir à établir une *alliance* fondée sur des bases indestructibles, et propres à mettre les nouvelles républiques à l'abri des dangers qui les menacent, lorsque les parties contractantes ne forment que des masses désunies et sans organisation? Comment s'en promettre un bon résultat, lorsque, de l'aveu du *Times*, "il y n'y a point parmi les gouvernemens américains un seul qui ait pour lui l'opinion publique?" Lorsque la guerre de Buenos Aires avec le Brésil "a dissipé toutes les espérances des anglais pour le payement des intérêts de la

dette ?” Lorsque les créanciers britanniques ont cru avoir obtenu un triomphe en obligeant le Pérou à reconnaître la légitimité de leurs crédits, *point qui avait été regardé avec la plus grande indifférence ?* Veut-on faire des alliances lorsqu'on est encore à réformer le gouvernement intérieur ? Lorsque le Mexique, déchiré par les partis, soutient une lutte domestique, pendant la quelle les vainqueurs sont forcés de lever des troupes qui absorbent les fonds publics ? Lorsque “ il n'y a plus d'espoir *qu'on puisse établir un gouvernement solide, ni dans la patrie de Motézuma, ni dans celle des Incas ?* Lorsque à Guatemala on voit sans interruption des chocs terribles entre la capitale et les villes de province, entre les chefs du gouvernement choisis par les citoyens, et ceux qui, en se confiant en leurs relations secrètes et en leur amour propre, tendent ouvertement à usurper l'autorité ? Lorsque les emportemens de l'anarchie sont favorablement accueillis par des décrets contre la classe des espagnols péninsulaires ? Lorsqu'en fin, les auteurs de ces décrets, non contents d'expulser les espagnols d'une terre souillée de crimes, en augmentent la stérilité et la misère, en prohibant l'échange de ses productions contre celles de l'ancienne métropole, au moment même où celui à qui l'on donne le nom de *Napoleon américain*, ouvre les ports de Colombie aux productions espagnoles ? Au mi-

lieu de ce bouleversement d'idées, de ce tourbillon de dérèglement, les hispano-américains pourront-ils se prêter un secours mutuel et efficace dans leurs besoins? Seront-ils capables de fixer un plan de politique extérieure digne des lumières du siècle, qui en faisant honneur aux nouvelles républiques, puisse les rendre respectables aux yeux des autres nations? Quelle a été l'issue du congrès général américain convoqué à Panamá, et qui, étant sur le point d'être installé, se fit annoncer comme l'atelier d'une diplomatie nouvelle, ferme, sage et capable de tenir tête contre l'Europe entière? Qu'en est-il résulté de cette assemblée des députés de toutes les républiques américaines en faveur de leur indépendance et de leur prospérité? A-t-il pu se rendre respectable aux yeux des cabinets européens qui, vieux et expérimentés dans le maniement des affaires, savent avec sagesse conduire leurs entreprises à un heureux résultat? Un discours prononcé par le président, rhapsodie ridicule et mal digérée de forfanteries, d'injures insolentes et exagérées; la rédaction d'un plan illusoire pour une alliance entre toutes les nations transatlantiques; la translation des séances du congrès à Jalapa, et à la fin la dissolution de ce congrès par les baïonnettes d'un conspirateur audacieux; tel a été le fruit de la *célèbre diète américaine*; tel serait nécessairement le résultat de toute autre coalition que l'on

intenterait aujourd'hui. La fatalité dirige la main des nouvelles républiques, parce qu'elles ont abandonné le sentier qui leur était marqué par la vertu, par la vraie politique et par le sens commun. Ainsi donc, tous leurs efforts s'évanouiront comme la fumée, où ils seront comme de faibles roseaux, qui ne pourront servir à leur propre défense, ni être employés contre l'ennemi.

* * * *

Et les Haïtiens se décideront-ils à entrer dans la lice, comme on nous l'annonce? Oseront-ils envahir l'île de Cuba?.... Pour croire à une pareille chose, il faut être entièrement dépourvu de la connaissance de tout ce qui se passe dans le monde, si toutefois la hardiesse de ceux qui font une telle menace, ne va pas jusqu'à la pitoyable extrémité de ne vouloir qu'éblouir pour un instant les simples et les imprudens, ne s'inquiétant pas si, lorsque la vérité viendra à être découverte, leur opinion est entachée par le deshonneur qui attend toujours la fraude et la supercherie. Les Haïtiens, ainsi que leur président Boyer, se voient entourés de difficultés invincibles, qui ne leur permettent pas d'exécuter des plans d'invasion, et qui provenant de leur extrême pénurie d'argent, affectent le paiement de leurs obligations ordinaires; ces difficultés proviennent aussi de leur manque de bâtimens

et de la petitesse de leur armée, pouvant tout au plus servir pour la défense intérieure derrière les remparts, mais incapable de faire la plus simple manœuvre sur un champ de bataille. D'ailleurs, la population de Haïti, pauvre et fainéante, est par dessus tout mécontente du gouvernement, au point que Boyer n'ose sortir pour un moment de la capitale, dans la crainte d'une insurrection. Ainsi, peut-on concevoir que les Haïtiens, se trouvant dans un pareil état, iront se mettre en mouvement avec la facilité qu'on veut bien supposer, pour soutenir les mexicains dans leurs extravagances, et pour attaquer l'île de Cuba dans la situation qu'elle présente aujourd'hui ? *Risum teneatis amici ?*

IX.

Ceux à qui je me suis proposé de répondre, supposent, ou affectent de croire, qu'en vertu d'une organisation politique solide et bien établie, l'Amérique du Sud jouit au dedans d'une parfaite prospérité, qui recommande sa révolution, en lui acquérant au dehors l'estime et la considération qu'elle est loin d'avoir atteint. C'est dans cette hypothèse que, voulant intimider le Roi d'Espagne, ils prétendent que les puissances de l'Europe, par un devoir de politique, aideront les mexicains dans leurs entreprises révolutionnaires. " L'insurrection de l'île

de Cuba," nous dit-on, "menaçant les colonies que la France, l'Angleterre, et les autres nations de l'Europe possèdent dans les Antilles, les transformerait dans un théâtre d'horreurs, si on ne mettait pas un terme à la guerre actuelle." L'auteur des *Observations* insérées dans le *Times* pense, "qu'une fois que Puerto-Rico et Cuba seront perdues pour l'Espagne, un bouleversement semblable s'en suivra nécessairement dans les colonies voisines."

"Et cette raison n'est-elle pas une bien plus forte, ajoute-t-il, pour que les cabinets des grandes puissances se décident à prêter leur appui aux Amériques, que celle qui les déterminait lorsque la France envoya ses troupes contre l'Espagne en 1823 ?"

Le fait de nous présenter l'appui des puissances de l'Europe en faveur des nouvelles républiques d'Amérique comme une conséquence des moyens qu'elles ont pour faire la révolution de l'île de Cuba, suffit lui seul pour mettre en ridicule cette nouvelle menace, puisque j'ai pleinement démontré la nullité d'une supposition si gratuite. Je ferai cependant quelques observations de plus, afin de convaincre radicalement les hommes de bonne foi, et de vouer au mépris la jactance de ceux qui, agités par des passions éblouissantes, s'alimentent de rêveries, et prennent pour des droits imprescriptibles les suggestions de leur propre intérêt, sans aucun égard

pour le bien général, qui doit toujours l'emporter dans des discussions de cette nature.

* * *

Si les ressources des hispano-américains étaient aussi redoutables qu'on veut bien nous le persuader, si l'expérience de 20 ans ne mettait pas en évidence leur manque de moyens pour propager le feu qui les dévore, les puissances de l'Europe, loin de s'empressez à soutenir les efforts des révolutionnaires, dirigés par des maximes qui tôt ou tard finiraient par débaucher les sujets de leurs colonies, devraient plutôt se liguer étroitement pour contrarier de pareils efforts, de même qu'elles se sont unies et maintenues dans l'alliance pendant 22 ans, à fin d'abolir et déraciner ces mêmes maximes qui, ayant été proclamées en France, furent l'origine des longues et sanglantes guerres, dont l'issue a été le rétablissement de la monarchie, qui vit planté sur ses ruines *l'étendart de cette liberté*, que les mexicains prétendent tenir aujourd'hui.

Venant maintenant à la question que l'on pose comme un argument, pour démontrer que les grandes puissances de l'Europe sont dans le devoir de soutenir les insurgés des Amériques, je dirai au contraire : " qu'elles n'ont que des raisons très fortes pour se déterminer à employer toute leur influence contre les républiques au-delà des mers ;" et ici je rappellerai combien il est ridicule de supposer, que l'application de ce

qui est arrivé en 1823 dans la Péninsule, peut avoir lieu à l'égard de ce qui se passe en 1829 en Amérique. Quiconque voudrait faire consister l'appui des puissances européennes en faveur de la révolution de l'autre hémisphère, dans les mêmes motifs qui portèrent la Sainte Alliance à décréter l'invasion de l'Espagne en 1823, se montrerait totalement dépourvu de connaissances relativement à l'histoire de cet événement important. "La nécessité de conserver le repos de l'Europe, et de faire cesser des maux dont la nature donnait de l'inquiétude aux grandes puissances de l'Europe, en les obligeant à prendre des précautions toujours répugnantes," tel fut le motif qui, d'après la note du cabinet français rédigée à Verone, le détermina à faire marcher ses troupes contre l'Espagne, "à fin de la délivrer," disait-on, "des factions qui la déchiraient."

"La constitution espagnole," disait-on dans la note du cabinet d'Autriche, "a été le point de ralliement et le cri de guerre contre les trônes et contre le repos des peuples." "L'événement le plus déplorable," portait la note de Prusse, "est venu saper les anciens fondemens de la monarchie espagnole, compromettre le caractère de la nation, attaquer et empoisonner la prospérité publique. L'ascendant des funestes doctrines d'une philosophie désorganisatrice n'a pu qu'augmenter le dérèglement général. Toutes

les notions d'une saine politique furent abandonnées pour de vaines théories, et tous les sentimens de justice et de modération furent sacrifiés à des illusions d'une fausse liberté." "Lorsque, dans le mois de mars, 1820," disait la note de la Russie, "quelques soldats tournèrent les armes contre leur souverain, pour imposer à l'Espagne des loix hautement désapprouvées par la raison publique de l'Europe, éclairée par l'expérience de tous les siècles, les cabinets alliés s'empresserent de mettre des bornes aux malheurs qui viennent à la suite de ces institutions, dont l'esprit est de consacrer l'insurrection militaire."

Que les hispano-américains lisent les lignes que je viens de reproduire, que les négocians anglais réfléchissent un moment sur leur contenu; ils y trouveront l'exposé des motifs sur lesquels les grandes puissances justifièrent, en 1823, leur intervention dans les affaires de l'Espagne, à la quelle on fait allusion pour les intéresser maintenant en faveur des nouvelles républiques américaines; et ils se convaincront aussi combien vaine et illusoire est l'idée d'une coopération de la part des potentats de l'Europe en faveur des pays insurgés.

Les choryphées de la révolution américaine, par leur conduite, provoquent l'alliance des cabinets européens, à fin de mettre un frein à l'esprit démocratique qu'ils répandent dans ces

contrées, en brisant les liens qui les attachent au trône espagnol, en insultant le souverain, et en substituant la popularité la plus exaltée aux habitudes de l'ancien régime. N'y a-t-il pas en Amérique *des émeutes et des tumultes* d'un caractère plus nuisible? N'y voit-on pas *la monarchie sapée dans ses anciens fondemens*? N'y fait-on pas circuler des doctrines qui ont été déclarées *désorganisatrices* par les cabinets de l'Europe? N'y célèbre-t-on pas le triomphe d'une politique erronée, et les vaines théories qui renversent l'ordre et détruisent la modération? Parmi ceux qui soutiennent la révolution américaine, ne compte-t-on pas *des soldats qui ont tourné les armes contre leur souverain*, d'après l'expression du cabinet de Russie en parlant des évènements de la Péninsule en 1820? Qui a donc proclamé l'indépendance dans le Mexique? Par qui Iturbide fut-il élevé au trône impérial? Qui vient de donner la dictature à Bolivar et à Guerrero? Par qui Riva Agüero dans le Perou et Pedraza dans le Mexique ont ils été renversés de la présidence? Par qui le chef de la république Argentine a-t-il été destitué, et celui du Chili s'est-il vu menacé? Niera-t-on que tous ces évènements n'ont été autant de résultats des insurrections militaires, par les quelles les pays révoltés se trouvent placés dans la *situation dangereuse*, qui provoque les forces de la Sainte Alliance à faire plutôt disparaître tout espoir de

coopération de sa part, à fin d'éviter les fâcheuses conséquences d'une pareille confiance ?

Les hautes puissances de l'Europe sont-elles d'ailleurs déliées de leurs engagements, au point de pouvoir se déclarer pour les ennemis de l'Espagne sans blesser leur honneur, et sans manquer à leur parole sacrée ? Ignore-t-on qu'à la chute de Napoléon, les efforts réunis de ces mêmes puissances établirent pour base essentielle de l'ordre public et de la tranquillité du monde le *dogme de la légitimité* ? Ne sait-on pas qu'en conséquence de cette déclaration, le congrès de Vienne s'occupa de régler les intérêts de toutes les nations de la manière la plus conforme aux circonstances, et que S. M. Catholique, ayant accédé à ces décisions avec la plus grande franchise, avec un désintéressement généreux, et dans le desir d'assurer la paix générale, s'est acquis un droit incontestable à la participation des secours et du soutien de la ligue ? La légitimité, base de cette ligue, en établissant parmi les souverains le devoir de la soutenir par tout où elle sera attaquée, et conservant la succession légale dans les familles régnantes, s'étend aussi à maintenir l'intégrité de leurs états et domaines respectifs : intégrité contre laquelle on ne saurait aller sans renverser les droits de la légitimité, de la paix et de la souveraineté. Et une considération d'un si grand poids ne fait-elle pas un devoir aux gran-

des puissances, de prêter l'appui de leur médiation et de leurs ressources à l'Espagne, qui, en opposition avec ses anciennes colonies, est une partie intégrante de la ligue européenne?

La Sainte Alliance doit avoir plus d'égard pour la cause du monarque espagnol, que pour celle des pays, qui ayant secoué le joug légitime, emploient la liberté à soutenir l'anarchie, s'il est vrai, comme l'assure l'auteur d'un article inséré dans le *Times* du 25 mars dernier, que, "depuis Haïti jusqu'au Pérou, il n'y a point une seule république en état de se gouverner elle-même, ni de soutenir le système démocratique." C'est en vertu de l'obligation dans laquelle les puissances de l'Europe se considèrent, de soutenir le cabinet espagnol, qu'elles se sont interposées dans la vue de terminer les différends survenus entre S. M. C. et S. M. très Fidèle par suite de l'occupation de la *Banda Oriental* de la Rivière de la Plata.

L'empereur de Russie, en date du 2 may 1820, assura : "que depuis la pacification générale, il avait, d'accord avec ses alliés, donné plus d'une preuve de son intérêt pour l'Espagne, et que sa correspondance avec les autres cabinets constate les désirs de l'empereur, pour que l'autorité du Roi d'Espagne vienne à se consolider dans les deux hémisphères sous des principes purs et généreux." Lors du soulèvement de l'île de Léon, il ajouta : "que toute l'Europe

avait offert à Ferdinand une intervention amicale, pour rétablir sur des bases solides l'autorité de la métropole dans les provinces au-delà des mers."

Dans la circulaire que le même souverain adressa dans ce tems à tous les cabinets de l'Europe, il continua à dire: "que S. M. I. d'accord avec ses alliés, ne pouvait que désirer de voir s'affermir dans les pays transatlantiques un gouvernement capable de faire disparaître les *calamités*." Dans le congrès de Troppau les souverains alliés déclarèrent: "que les puissances avaient un droit indisputable à prendre, quand elles le jugeraient à propos, des mesures de précaution contre les nations, dans les quelles des innovations dans le gouvernement, amenées par des révolutions considérées comme un exemple, pourraient donner lieu à prendre une attitude hostile." La France, dans sa note rédigée à Vérone, manifesta: "qu'elle se trouvait intimement unie avec ses alliés dans la ferme résolution de repousser par tous les moyens possibles les principes et les mouvemens révolutionnaires." Et le cabinet de St. James, dans sa lettre à Stuart datée du 31 mars, 1823, lui disait: "à l'égard des provinces de l'Amérique qui ont brisé le lien qui les unissait à la métropole, la reconnaissance de leur indépendance pourra être accélérée ou retardée par plusieurs circonstances, et par les progrès plus ou moins satisfaisants que fera

chaque nouvel état vers une forme de gouvernement solide et régulier.”

Telle est la nature des engagements politiques existant entre l'Espagne et les puissances dont les dissidens croient pouvoir espérer la protection; des engagements aux quels elles ne manqueront jamais par rapport à leur propre intérêt, à la stabilité de leurs principes et à la fermeté de caractère qui les distinguent, et qui se trouvent en contradiction avec l'impatience versatile et le manque d'aplomb des nouveaux cabinets américains. Plût à Dieu que le ministre Canning, si digne de regrêt, n'eût pas précipité l'acte par le quel il reconnut l'indépendance de quelques uns de ces états! Les difficultés actuelles en seraient moins grandes, et l'Espagne n'aurait pas de justes motifs pour se plaindre, et pour réclamer des indemnités, qui ne peuvent pas être compensées par la retenue que le cabinet britannique met à se décider pour la reconnaissance successive des autres républiques; cette circonspection, n'étant qu'une conséquence des leçons amères que le tems lui a données, en lui montrant qu'on est encore loin de voir s'accomplir la condition *de l'établissement de gouvernemens réguliers parmi les américains*, posée par Mr. Canning comme pour base de la reconnaissance des nouveaux états, et qu'il crut devoir suffire pour rendre les insurgés sages et prudens dans leur carrière politique.

X.

Nous voici parvenus à l'objet que les négocians de Londres et les protecteurs de leurs réclamations se proposent, en faisant valoir tant de raisons spécieuses, tant de menaces, et même tant d'invectives, pour intimider et pour humilier le cabinet de Madrid, en le forçant à condescendre sans réflexion à leurs désirs. Quoique les uns et les autres veuillent obtenir de S. M. C. *une reconnaissance instantanée de l'indépendance américaine*, ils diffèrent considérablement dans les moyens d'y parvenir. Les négocians demandent uniquement: "que le gouvernement de la Grande Bretagne interpose les bons offices et les conseils de son amitié auprès du gouvernement espagnol, à fin que celui-ci se détermine à mettre un terme aux désastres causés par la continuation d'une guerre si longue et si injuste." Le *Times* va plus loin; il veut que les cabinets de l'ancien Monde emploient leur influence auprès de Ferdinand, pour qu'il entame des négociations de paix avec l'Amérique, sur les bases de l'indépendance; car (à ce qu'il dit) les intérêts des deux mondes ne doivent pas être sacrifiés au faux orgueil et à la opiniâtreté de l'Espagne; il ose même insinuer: "que l'île de Cuba devra être déclarée pays neutre sous la sauvegarde et la protection des grandes puissances." L'au-

teur des *Observations* insérées dans le même journal, portant au comble ses exagérations, finit par dire : “que la France et l’Angleterre sont dans le cas de prêter leur intervention, dès qu’elles sont obligées par la justice à soutenir la cause de l’Amérique, avec plus de raison qu’elles n’en ont pour soutenir celle de la Grèce, en vertu du traité célébré entre ces deux puissances et la Russie, et qui les fait se charger du soin d’obliger la Turquie à reconnaître l’indépendance des Hellènes.”

Ce tableau, qui renferme ces indications, et où d’ailleurs fourmillent incohérences, contradictions et impertinences, ne peut qu’exciter la pitié ; mais la manie de faire prévaloir des intérêts mesquins sur la raison et les sentimens de la morale publique, est bien propre à exciter l’indignation et le mépris. On veut donc forcer l’Espagne à céder de ses prétentions, et à faire exclusivement de sa part le sacrifice de son honneur, de ses justes plaintes et de ses intérêts. Les agens actuels de l’indépendance se donnent toutes les peines possibles pour faire croire au monde, qu’un sot orgueil, qu’un dur entêtement de la part de Ferdinand, et son désir de rétablir un système de sang, s’opposent au plan adopté de pacification. Ils emploient tout leurs efforts à exagérer la justice des dissidens et l’obstination de l’Espagne ; leur partialité, excitée sans doute par le misérable désir

de flatter le parti qu'ils prétendent soutenir, va jusqu'au point extrême de ne dire un seul mot sur les concessions que les insurgés devront faire de leur côté, dès qu'ils ne sont pas moins intéressés, peut être le sont ils davantage, au rétablissement de la paix. Pour les promoteurs de la reconnaissance de l'indépendance, le cabinet de Ferdinand est opiniâtre, injuste et l'unique agresseur; et sans doute que les repaires séditionnels où s'assemblent ceux qui décident des destinées du Mexique, du Pérou, de la Colombie et de Guatemala dans la carrière omineuse des crimes et de l'anarchie, n'abritent que la modération, la prudence, la docilité aux conseils de la politique et de la convenance générale, et de plus des hommes lésés et innocens!

Les descriptions que le *Times* et les autres journaux de Londres publient sur les événements de l'Amérique, nous montrent que l'étourderie, l'inconsistance la plus versatile, la désorganisation et l'immoralité occupent dans ces contrées la place de la sagesse, du bon sens, de l'ordre et de la justice. Et c'est lorsque les nouvelles républiques présentent un tel spectacle, que l'on réclame en leur faveur le soutien des puissances de l'Europe! Est-il possible que l'on porte l'aveuglement jusqu'à vouloir que la force européenne soit employée à encourager le dérèglement des pays révoltés en Amérique, en dépouillant

l'Espagne même des colonies qui lui restent attachées, et forçant avec tant de violence le monarque à entamer des négociations pour sanctionner l'émancipation des insurgés, qui n'ont ni repos parmi eux, ni amour de l'ordre, ni respect pour l'autorité ? Les Amériques espagnoles se trouvent-elles actuellement dans le cas de pouvoir se passer de la tutelle maternelle ?

“ L'émancipation exige, comme un précédent absolument indispensable, que les peuples soient arrivés à l'adolescence, la quelle s'annonce par le développement des forces physiques et morales, et par l'union des individus, situation dont sont encore éloignées les colonies espagnoles, comme le montrent les dissensions qui les déchirent. Dans l'Amérique du Sud, la division entre les couleurs, les droits et les climats prédomine d'une manière décisive. Dans le Mexique, les différentes nuances dans les castes établissent les hierarchies des habitans, parmi les quels on distingue les nobles par l'orgueil, et les commerçans par leur esprit d'oppression. On remarque les mêmes différences dans le Perou et dans la Terre Ferme ; tous les écrivains conviennent du manque d'accord parmi les classes. Les hommes de couleur sans mélange regardent d'un œil dédaigneux les espagnols purs ; les habitans du Mexique, du Perou, de la Terre Ferme, ceux du centre, ceux de la côte, tous se méprisent les uns les autres, et sont divisés par l'envie

et par la jalousie." (1) Et c'est avec de si funestes élémens qu'on veut précipiter l'émancipation! Mais avec qui, demanderai-je, avec qui le roi Ferdinand entamerait-il des négociations, supposant que S. M. y voulut consentir? Y a-t-il une sécurité raisonnable que ce qui serait aujourd'hui convenu avec ceux qui se trouvent à la tête des républiques, ne sera pas annullé le lendemain par d'autres qui viendront leur arracher le pouvoir qu'ils exercent momentanément? L'Amérique est-elle composée de gouvernemens basés sur des principes solides, avec les quels le cabinet espagnol pourrait faire des conventions où des traités? "Les troubles intérieurs de l'Amérique, selon le *Times*, mettent en danger les personnes et les propriétés, détruisent la confiance dans les gouvernemens, et amortissent les espérances des amis de l'indépendance. Les Amériques, (dit-il encore) ont besoin d'un gouvernement qui s'appuie sur l'opinion publique; on ne peut attendre rien de bon tant que cela n'aura pas lieu. Les circonstances actuelles du Perou et du Mexique, (ajoute-t-il) ne font pas espérer qu'on puisse y établir un gouvernement solide, et quand même l'Espagne voudrait reconnaître l'indépendance, si cet acte n'est pas accompagné de la formation de gou-

(1) Des droits de l'Espagne sur les colonies, Paris, 1825, p. 62.

vernemens capables d'assurer la tranquillité intérieure, la situation des créanciers britanniques ne fera qu'empirer, au lieu de s'améliorer." Si donc la situation des Amériques est si lamentable, si elles se trouvent si complètement désorganisées, comment se fait-il que ceux la même qui nous font connaître un si déplorable état de choses, osent appuyer, d'un ton si décisif, sur les prétentions de ceux qui veulent forcer Ferdinand à transiger avec les chefs de ces sociétés, si pitoyablement troublées, et si prêtes à se dissoudre ? On demande pour les Amériques toute la garantie que peut en effet donner pour ses traités un gouvernement tel que l'espagnol, ancien, solide dans sa forme, respectable dans ses relations ; et on veut le laisser dans l'incertitude la plus vague, dans la quelle se trouve l'existence même des systèmes politiques chez les nations au-delà des mers ! Mais si *la haine des américains contre les espagnols est si implacable* ; si, d'après l'assertion de l'auteur des *Observations* insérées dans le *Times*, "cette haine est portée à un tel degré, que, après que la paix éteindra les dissensions domestiques, il ne restera que la rancune invétérée contre leurs oppresseurs ;" si, comme les négocians de Londres viennent encore nous le dire, l'inimitié contre la race péninsulaire porte le peuple à la sédition, quand il croit voir de l'inactivité à exécuter la loi qui les expulse de l'Amérique ;" si, d'après l'expression

de la *Révue Encyclopédique*, “ l’aversion est devenu un sentiment implacable, qui n’excepte aucun des individus qui sont restés du parti vaincu ou vainqueur dans les derniers troubles de l’Espagne,” (1) sur quoi donc le gouverne-

(1) Quoique l’on dise de cette *haine implacable contre les Espagnols*, de cette *aversion contre la race espagnole*, nous ne la croyons pas, ni si forte, ni si générale, que bien d’autres qui peuvent se le persuader comme une vérité indubitable, à force de l’avoir si souvent entendu et répété. L’on sait que ceux qui ont pris les armes contre la mère patrie, et ceux qui ont excité la révolution en introduisant le désordre démagogique dans les Amériques, n’appartiennent ni aux indigènes, ni aux castes, mais aux créoles, c’est-à-dire, à la classe des fils de ces espagnols qui, étant passés dans le Nouveau Monde avec des emplois civils et militaires du gouvernement, où bien en qualité de traficans et aventuriers, y ont fait leur fortune, aux dépens, peut être, des injustices et des violences que l’on rappelle aujourd’hui pour vilipendier l’Espagne. Ces hommes laissèrent en mourant, des familles qui, nées du mélange du sang castillan avec le sang transatlantique, sont devenues des ennemis implacables de leur propres ancêtres et du gouvernement, qui non seulement leur a procuré les moyens de s’enrichir, mais encore il a ouvert à un grand nombre d’entre eux l’accès aux distinctions qui leur donnent quelque considération parmi leurs compatriotes. Mais quelle est la masse numérique de cette classe qui a produit les ennemis les plus sanglans de la nation espagnole ? Il résulte des renseignemens reuuis dans un ouvrage publié à Paris sous le titre de *Droits de l’Espagne sur ses colonies*, que la population totale de l’Amérique espagnole est de..... 16.000,000

De ce nombre appartiennent aux indiens et aux différentes castes..... 12.700,000

Aux créoles..... 3.000,000

Aux espagnols purs..... 300,000

ment espagnol pourrait-il compter, dans le cas où il se déciderait à entamer des négociations avec ces gouvernemens américains, aussi peu stables qu'irréguliers dans leur forme ? Sur quelles bases reposeraient les *justes concessions*, qui, d'après le *Times*, doivent entrer dans la *juste pacification* ? Les espagnols pourraient-ils trafiquer avec des hommes qui, d'une manière si classique et si solennelle, sont en masse des ennemis acharnés de la masse d'hommes qui portent le même nom et le même sang ? Les espagnols ne devraient-ils pas craindre que l'intolérance politique ne vint faire sur eux et sur leurs fortunes des ravages épouvantables ? Comment oseraient-ils approcher ces rivages, pour eux si sauvages et inhospitaliers, où l'insalubrité du climat que les insurgés regardent comme la

Cette donnée suffit pour rectifier l'opinion que l'on cherche à accréditer soigneusement sur la haine inextinguible des américains contre les espagnols. Le nombre des individus composant la masse totale, d'où sont sortis ceux qui entretiennent la guerre, est seulement de 3.000,000, ou 600,000 familles. Or, il n'est ni juste ni exact que tout ce nombre se trouve dans les rangs de l'inimitié décidée ; bien au contraire, sur les 16.000,000 d'habitans, ceux qui maintiennent la lutte ne forment peut être pas une totalité qui s'élève à plus de 300,000, et sur ces derniers il n'y en a peut être pas plus de 3,000, qui puissent être considérés comme les vrais instigateurs de la haine ; mais ceux là sont aussi les seuls responsables des horribles désastres que leurs mains dénaturées font éprouver à la patrie.

défense de leur liberté, se joindrait à la rage naturelle et instinctive qui porterait les habitans à les massacrer ? Ne craindraient-ils avec raison d'être dévorés par la férocité de ceux qui, à ce qu'on prétend, conserveront contre eux "une innimitié implacable, même après que les hostilités auront cessé ?" Convenons une fois que s'il est vrai qu'il existe une haine si frénétique contre le sang espagnol, il ne peut pas y avoir ni paix, ni convention, ni traité, ni accomodement d'aucune espèce avec l'Amérique ; et que, si les puissances de l'Europe aidaient les agitateurs de ces contrées, elles ne feraient que fomenter une discorde deshonorante entre les individus d'une même famille, digne à tant de titres de leur estime et de leur considération. Que si, au contraire, cette haine n'est que supposée et gratuite, ou bien exagérée par ceux qui actuellement sont les auteurs de tant de désordres, la disposition morale des américains, jointe à la terreur que l'attitude menaçante de l'Espagne inspire aux choryphées de la révolution, pourra, sans en venir à des négociations, amener un terme favorable, sans que tout le poids des sacrifices tombe sur l'une des parties exclusivement.

Mais, venant à ce que l'on propose à l'égard de l'île de Cuba, a-t-on bien considéré quelles suites sérieuses une pareille mesure pourrait amener ? Placer cette île sous la protection de

la France, de l'Angleterre et de la Russie, vaudrait autant que de renouveler dans l'Atlantique l'essai qu'on a fait à Navarino. Et alors, à quoi serait réduite l'autorité suprême du roi Ferdinand VII sur ses sujets d'un pays fidèle, qui n'ont intenté, et qui probablement n'intenteront jamais, de se séparer de la métropole? Serait-il juste, serait-il digne des grandes puissances de l'Europe, qu'elles oubliassent les promesses qu'elles firent à ce monarque, de soutenir ses droits sur les Amériques, et vinsent, au contraire, par une telle mesure, lui mettre, pour ainsi dire, le couteau sur la gorge, pour le forcer à se couvrir de l'ignominie que lui préparent ceux qui craignent les effets de sa résolution et de son pouvoir? Serait-il honorable pour les membres de la Sainte Alliance, d'obliger l'un des augustes souverains qui forment la ligue, et qui a les meilleurs titres à faire valoir pour en réclamer l'appui dans cette question, à mettre la palme de la victoire entre les mains de ses ennemis, dépourvus de pouvoir, dévorés par le feu de l'anarchie, et tremblans à l'aspect des armes de leur ancien souverain, contre l'autorité du quel ils se sont révoltés? Les hautes puissances pourront-elles perdre de vue les décisions prises en 1814 à Vienne, et en 1823 à Vérone, pour exiger que Ferdinand mette le sceau à son opprobre en 1829, en consentant à cet acte qu'on lui propose, qui placerait à la

disposition des étrangers l'unique point qu'il conserve dans les Amériques libres de la révolution, qui de plus lui lierait les mains pour y soutenir sa dignité et son pouvoir, et pour protéger la vie et les intérêts de ces sujets contre les effets de la haine dont on les menace? La proposition que je m'occupe de combattre, est, sous tous les rapports, contraire à l'honneur et à la dignité des cabinets européens; si on a eu l'effronterie de l'indiquer, on doit l'attribuer au mauvais esprit qui anime ceux qui ne cherchent qu'à défendre leurs intérêts pécuniaires, et qui, comme je l'ai dit au commencement, les conduit à fouler aux pieds les règles de l'honneur et de la saine politique.

Et qu'on ne vienne pas nous dire avec l'auteur des *Observations* insérées dans le *Times*, et dans la vue d'affaiblir nos argumens, "que la nation espagnole, par suite des excès de la tyrannie et d'un mauvais gouvernement, a disparu de la carte des nations civilisées de l'Europe:" phrase acrimonieuse, dictée par la haine d'un parti sanglant et par l'esprit de licence. Pour se convaincre "si l'Espagne a disparu, ou non, de la carte des nations policées," et pour reconnaître la place que doivent occuper parmi ces nations les républiques d'Amérique, il suffit de rappeler le grand nombre de décrets qui chaque jour émanent du cabinet de Madrid, tous favorables à l'industrie et aux lumières,

et ensuite de comparer ces décrets avec les rapports que les journaux américains et étrangers nous offrent de la sagesse, du jugement et de l'esprit de civilisation des gouvernemens au-delà des mers. Comment en Angleterre a-t-on pu oublier si promptement, que la nation espagnole, que l'on dit ne plus avoir de place sur la carte des peuples civilisés par rapport à sa barbarie, est celle qui, par sa noble décision et ses énormes sacrifices, encouragea et soutint les autres nations de l'Europe dans la défense de leur honneur et de leur indépendance? Qu'elle été la seule qui, de 1808 à 1814, scut, comme le Roi de Prusse le disait à ses peuples, "combattre avec courage, pour assurer l'honneur, l'indépendance et les lumières....." et que, comme lord Bentink l'affirmait, elle parvint, par ses forces et sa valeur, à assurer sa liberté et son indépendance, en empêchant la ruine complete de l'empire britannique, qui se voyait menacé de près de cette catastrophe depuis 1793, ainsi que les éditeurs du Courier n'hésitèrent pas à l'avouer dans leur numéro du 19 janvier, 1826?

L'Espagne, que l'on voudrait voir plongée dans l'abîme, la misère, et le mépris, comme peu digne d'occuper un rang parmi les autres nations, peut offrir à ses détracteurs des faits aussi nombreux qu'incontestables, pour prouver que son souverain a été animé du désir de faire

ce qu'ils prétendent ; qu'elle s'est librement prêtée à ouvrir les négociations, dans les quelles on voudrait aujourd'hui la faire entrer par la violence, sans aucun égard pour les justes ressentiments qu'elle doit avoir contre ceux qui, en Amérique, lui ont déclaré une guerre atroce ; que, de plus, elle a plusieurs fois fait des démarches sincères et efficaces pour obtenir la paix ; et que, d'accord avec ses amis, elle a cherché à mettre un terme à ces malheurs, dont le poids est maintenant un prétexte de plainte de la part de ses accusateurs. Mais malheureusement l'Espagne a vu ses vœux méprisés par ceux dont elle avait lieu d'espérer le concours, pour concilier les intérêts généraux des deux mondes.

Je le dirai donc, en fin, avec la fermeté que m'inspire la certitude de ne pas être démenti. Poussé par la force de la vérité et ferme du caractère impartial dont j'ose me flatter, et me sentant ému en voyant l'honneur du Roi d'Espagne et de ma patrie si souvent et si gratuitement offensés, je manifesterai avec franchise mon opinion, dans la certitude que les hommes sensés ne diront pas que j'encense le pouvoir, et que les gens trop condescendants n'y verront pas une raison pour me taxer d'imprudent, vu ma situation actuelle.

Lorsque la voix du tems révélera l'histoire de notre âge, le monde verra clairement, que S. M. Ferdinand VII, bien loin, comme le *Times* l'in-

sinue, d'être réduit par l'influence des cabinets européens à entamer des négociations de paix avec les Amériques sur les bases d'un juste accommodement ; bien loin encore de tenir opiniâtrement aux abus d'un système colonial, en repoussant les lumières du siècle, poussé par l'orgueil que lui inspire le souvenir de la gloire des siècles passés, et ainsi rendre l'Espagne la victime de son égoïsme, en persistant à maintenir une guerre désastreuse pour son commerce," selon que l'auteur des *Observations* insérées dans le *Times* l'assure avec trop d'emportement ; " sans nourrir dans son cœur de folles ni d'injustes prétensions ; sans se refuser à concilier les intérêts réciproques, et sans vouloir nuire à ceux des autres nations, au point de les mettre dans le cas de le forcer à adopter une conduite plus sage sous la garantie de la France et de l'Angleterre ;" Ferdinand VII, dis-je, depuis qu'il est remonté sur le trône, a cherché à mettre à exécution ces mêmes mesures que l'on exige de lui avec tant d'autorité, il a offert la concorde et la paix aux rebelles ; plusieurs fois il a demandé aux puissances alliées leur assistance, pour mettre un juste terme à la lutte qui fait éprouver tant de maux à l'Europe ; il s'est jetté entre les bras de ses amis, il les a invités à des conférences, dans les quelles, après leur avoir donné une connoissance intime des motifs de la querelle, des droits et des réclamations des deux parties, de

la véritable situation de l'Amérique, ainsi que de ses besoins, sans oublier les bases générales adoptés par la politique moderne pour maintenir l'équilibre et la tranquillité de l'Europe, on aviserait *aux justes conditions de la pacification*, basée sur l'appui que tous y prêteraient. L'histoire fera connaître que Ferdinand VII, non seulement ne s'arrêta point à certains motifs de plainte, que quelques uns d'entre eux lui donnaient par leur conduite, et qui ne s'accordait ni avec sa franchise ni avec sa loyauté, mais encore consentit à abolir la traite des nègres, et ouvrit l'un de ses ports dans ses colonies à toutes les nations amies, écartant ainsi par ces deux coups d'une adroite politique, tous les prétextes qui pourraient retarder la concorde. L'histoire aussi montrera à l'univers qu'en soumettant la question américaine au jugement des grandes puissances, il leur protesta qu'il était prêt "à adopter tous les moyens, qui, étant compatibles avec sa dignité, donneraient une espérance certaine d'obtenir un heureux résultat," en admettant leur médiation, en écoutant leurs propositions, sur la base d'une amnistie générale, mais se refusant à celle d'un armistice comme démarche préalable, pour des considérations fondées sur les conseils de la politique et de l'honneur; en protestant de la manière la plus solennelle "qu'il désirait suivre la voie de la raison," sans chercher à opprimer par la force, et

ne sollicitant la médiation et l'appui des autres souverains, que parceque, de cette manière, on donnerait plus de sécurité aux américains, pourqu'ils écoutassent sans méfiance les propositions, et pour en venir plus facilement à un accomodement, en calmant leurs soupçons, et en donnant une grande garantie et une grande solennité à l'union de la famille espagnole.

L'histoire, en révélant ces démarches aussi conformes à une sage politique, qu'elles sont en opposition avec celles que les adversaires de notre opinion prêtent au Roi d'Espagne, découvrira également que, tous les cabinets étant convenus des bases, pour ainsi dire, principales, la marche et les progrès en furent paralysés par la conduite de l'un d'entre eux, qui fut requis avec les plus grandes instances d'y prêter son respectable appui, en lui faisant voir dans les termes les plus flatteurs que, devant peut être, par rapport à ses circonstances particulières, rétirer les avantages les plus brillans de cette négociation, il obtiendrait en outre des titres impérissables à la gratitude des espagnols, dont l'honneur et la générosité sont si connus dans le monde. Le tour de la politique, fondée peut être sur des renseignemens inexacts, et la force des circonstances qui paraissaient mettre la riche toison, jusqu'alors possédée par l'Espagne, à la merci de quiconque avancerait pour s'en emparer, donnèrent aux négociations une direction toute op-

posée, la marche des plans bienfaisants de Ferdinand VII fut arrêtée, les rebelles devinrent plus échauffés, ce qui donna lieu à la complication des maux et des difficultés qui, sans que personne puisse en être blâmé, eurent une influence fâcheuse sur la continuation de la guerre, sur l'éloignement de la paix, et sur les malheurs sans nombre, qui désolent les Amériques, appauvrissent l'Europe, et font pousser de hauts cris aux capitalistes, qui donnent pour perdu le fruit de leurs peines, et les garanties du bien-être de leurs descendants (1).

D'après tout ce que je viens d'exposer, ne suis-je donc pas autorisé à demander aux pétitionnaires, ainsi qu'à leurs protecteurs : la conduite que Ferdinand a observée au sujet des affaires de l'Amérique, le fait-elle mériter ces sarcasmes, ces invectives et ces accusations sans fondement, qui naguères ont été employés pour l'abîmer dans l'opprobre, et pour donner du poids aux réclamations intéressées de ces individus, qui,

(1) "Quant à l'Amérique du Sud, disait lord Goderich dans la séance de la chambre des lords du 19 juin de la présente année, le gouvernement britannique doit se borner à protéger les sujets anglais dans ces contrées, et à empêcher qu'aucune nation puisse y exercer une influence nuisible aux intérêts britanniques." Dans ce peu de mots je vois le résumé du plan de politique que la Grande Bretagne s'est proposé à l'égard des Amériques Espagnoles, et qui donne lieu à des réflexions très importantes.

s'il est vrai qu'ils souffrent un malheur, ne doivent s'en prendre qu'à leur propre imprudence? Y a-t-il un motif, même apparent, pour prodiguer à S. M. les épithètes *d'opiniâtre, entêté, capricieux*? Ne veut-on pas obtenir par la violence ce que Ferdinand lui même a offert depuis long temps? Que les efforts du commerce et de l'intérêt général s'unissent une fois, pour que les cabinets adoptent le vrai moyen politique qu'ils doivent mettre en action par rapport à l'Amérique; que ces mêmes cabinets arrachent de leurs mystérieux porte-feuilles le plan de domination exclusive dans le Nouveau Monde, en mettant dans la balance de la sagesse les manifestations répétées du monarque espagnol, pour les apprécier, et pour concilier tous les intérêts selon que S. M. le désire, et qu'elle s'y déterminera; qu'ils ne cherchent, ni directement ni indirectement, soit par des conseils, soit par le silence, et encore moins par une neutralité apparente, à souiller son honneur; que les pertes que l'on a éprouvé et les leçons qu'on a reçu jusqu'à ce jour, servent à guider les grandes puissances dans tous les détours d'une si importante affaire; et de cette manière la paix sera bientôt rétablie entre les combattans, le commerce et l'industrie mettront à couvert leurs spéculations dans le Nouveau Monde, la dignité et les intérêts du trône espagnol ne souffriront pas de détriment, le monarque verra s'accomplir

dans sa personne les promesses sacrées, par lesquelles s'engagea l'Europe, lorsque l'on voulut régler le système politique. C'est ainsi que, en faisant cesser tout motif de plainte et de déplaisir entre les cabinets de l'Europe et celui de Madrid, digne à tous égards de la plus haute considération, ils seront unis par une amitié vraie et solide, et les espagnols des deux hémisphères, en se remettant de leurs malheurs passés, se livreront aux douces et paisibles occupations de l'industrie.



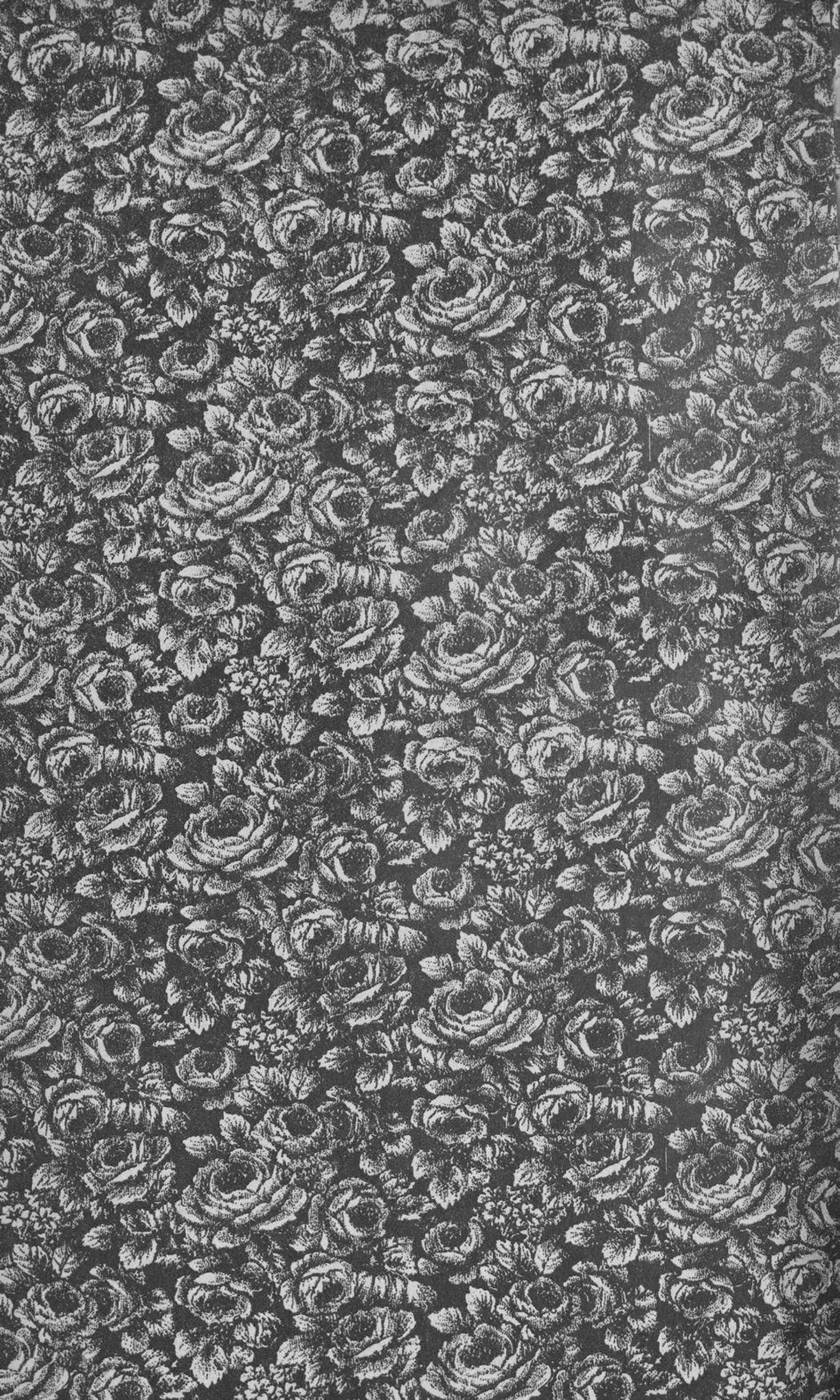
FIN.

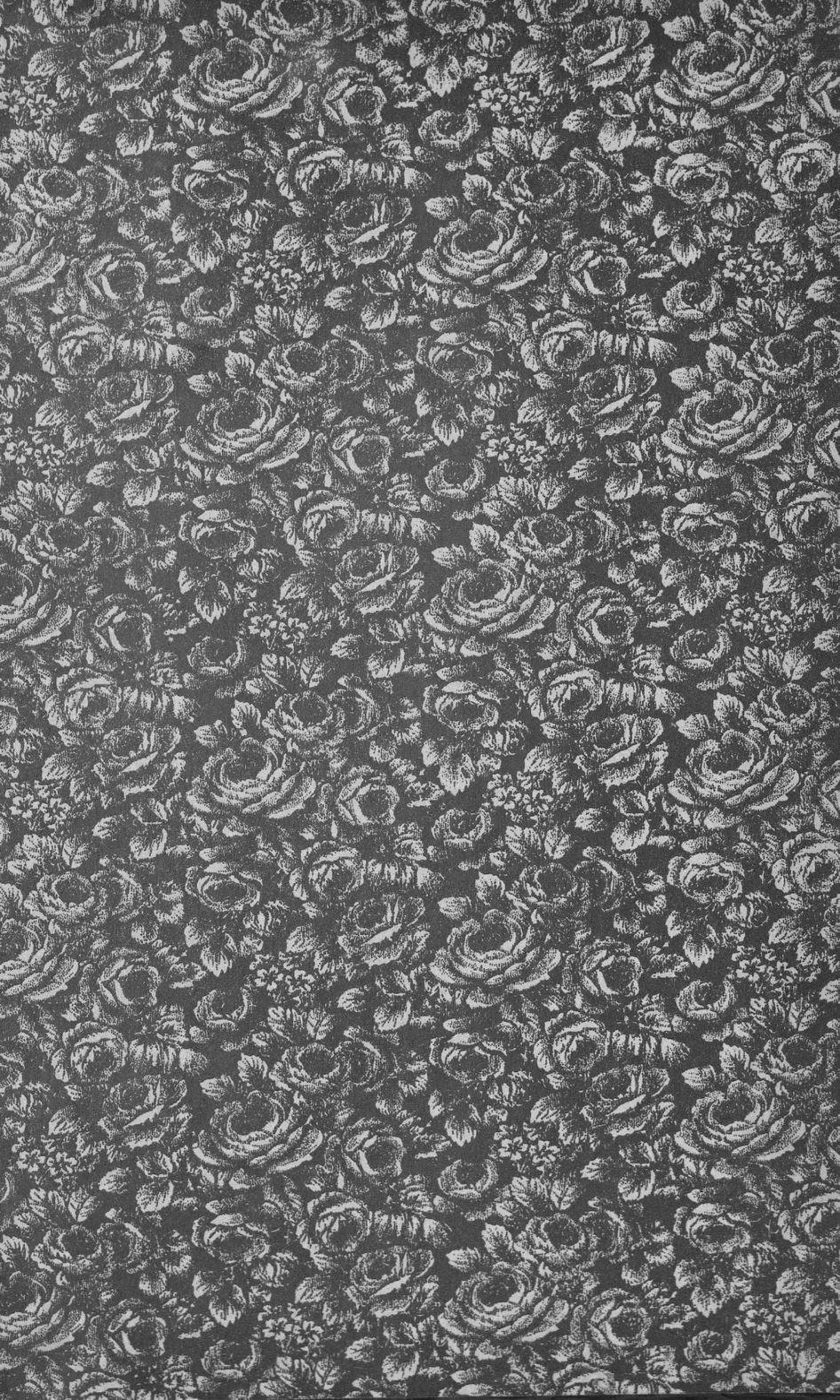
dans sa personne les promesses sacrées, par les
 quelles s'engage l'Europe, lorsque l'on veut
 régler le système politique. C'est ainsi que
 en faisant cesser tout motif de plainte et de dé-
 plaisir entre les cabinets de l'Europe et celui de
 Madrid, digne à tous égards de la plus haute
 considération, ils seront unis par une amitié
 vraie et solide, et les espagnols des deux hémis-
 phères, en se remettant de leurs malheurs pas-
 sés, se livreront aux douceurs et paisibles occupa-
 tions de l'industrie.













AS
FR
V
20

CANGA

QUELQUES

MOTS

Ast
F.C.
V
2/35